

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois.. 11 fr.	Six mois.. 15 fr.
Trois mois 6 fr.	Trois mois 7 fr.
Chèque postal Frémont 1642-80	

Rédaction : Pierre Mualdès
Administration : Frémont
23, Rue du Moulin-Joly, Paris, (11°).
(Angle de la rue Fontaine-au-Roi prolongée au-dessus du Modern Garage, 2^e étage).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

ET MAINTENANT ?

J'ai la pensée très nette que le Congrès d'Orléans peut être considéré comme un bon congrès. L'avenir dira qu'on y a fait un nécessaire travail d'éclaircissement, de recherches ; qu'on y a posé des jalons pour l'action à mener qu'on y a abordé avec carrure les grands problèmes de l'actualité ouvrière. Œuvre indispensable réalisée dans une atmosphère de plus en plus sereine à mesure que le Congrès se déroulait, attirait qui n'interdisait pas l'opposition des doctrines et le choc, parfois violent, des idées. Nous nous sentions très loin des congrès de Paris et de Toulouse empoisonnés par l'esprit de scission, livrés à une vaine agitation de tendance. La gravité de l'heure, que chacun comprenait, le danger de nouvelles divisions, le sentiment de notre responsabilité devant la carence des partis politiques imposaient à tous le maximum d'efforts pour demeurer unis autour de l'U. A. et du Libertaire.

Nos camarades verront les résultats de ces efforts tout au long du compte rendu dont nous commençons la publication aujourd'hui et que nous regrettons de présenter de façon si sommaire. Ils les verront dans les motions qui ont terminé chacun des principaux débats et où les congressistes se sont efforcés de préciser leur position doctrinale et tactique. Ils les verront enfin dans la motion qui a clôturé le congrès et qui, votée à l'unanimité, exprime une haute pensée d'unité et d'un puissant désir d'action révolutionnaire. En face de cette volonté commune d'aboutir, de renforcer le mouvement anarchiste, que pèsent les quelques petites querelles qui, sur des points de détail, d'organisation ou d'administration, dressèrent parfois véhémentement les congressistes les uns contre les autres ? Tout au plus, comme les ombres dans un tableau, font-elles ressortir davantage le relief et l'intérêt de l'ensemble des débats.

Ainsi se trouvent fixées, pour les mois à venir, les positions essentielles de l'U. A. face à la guerre et au fascisme, face au chômage, face à la division de la classe ouvrière. Nous ne voulons pas douter qu'après ce congrès, où la voix de tous a pu se faire entendre, elles ne deviennent celles de l'ensemble des Anarchistes. Après une discussion de plusieurs jours, où toutes les thèses ont pu se manifester, où chacun a pu librement exprimer sa pensée, il ne saurait y avoir de dissidence, d'opposition, de réserves ou de manœuvre ; mais, au contraire, l'effort de tous se trouve requis dans l'action commune et selon les directives posées par le congrès. Il n'est pas besoin à ce sujet de parler de discipline ou de contrôle de l'organisation ni surtout de cet étroit formalisme où triomphent les partis et que réprouvent justement les Anarchistes-Communistes et hors duquel il ne saurait y avoir d'action cohérente et, par conséquent, efficace, conduit tout naturellement à l'application rigoureuse et loyale des décisions souveraines des congrès.

L'avenir nous dira si elles ont répondu aux besoins de la classe ouvrière et aux angoisses de l'heure présente mais, quel que soit leur intérêt propre, elles ne vaudront que dans la mesure où les Anarchistes s'appliqueront à les faire passer dans les faits. Dès lors, on s'aperçoit de l'immense travail de propagande qui s'offre à eux. Organiser des conférences, des meetings pour faire connaître la pensée anarchiste aux prolétaires dégoûtés des politiques, porter la contradiction chez nos adversaires, fonder une sorte de front commun antifasciste, faire pénétrer dans l'esprit de tous les travailleurs l'idée de la nécessité et de l'urgence de l'unité ouvrière, seule capable de lutter contre l'unité bourgeoise, défendre et organiser les chômeurs, lutter contre la guerre, répondre à la conquête des masses à laquelle se livre actuellement le fascisme français par un travail d'éclaircissement et un combat pied à pied dans les organisations ouvrières, dans les réunions publiques, dans la rue, s'efforcer de toucher la conscience du prolétariat, formuler des mots d'ordre précis s'adaptant bien à sa situation, l'amener, en un mot, à la conception révolutionnaire de la lutte de classes, tel est l'essentiel de notre effort d'aujourd'hui, telles sont ce qu'on pourrait appeler nos tâches immédiates.

Une pareille propagande suppose non seulement des hommes résolus, mais aussi une organisation et un journal puissants. Il nous faut dès aujourd'hui

nous préoccuper de renforcer, disons de recréer l'une et l'autre.

Tous les groupes doivent participer à cette tâche, car hors de l'action des groupes, c'est-à-dire hors du fédéralisme, il n'est point d'Anarchisme. C'est à eux de redoubler d'activité, de se multiplier en exploitant à fond les confirmations éclatantes que les événements donnent, à l'heure actuelle, à nos doctrines, en menant la lutte contre les organisations bolcheviques et socialistes locales, en approfondissant, par une connaissance toujours plus précise, sur le plan local, provincial, national, les raisons de mécontentement, en répondant à toutes les aspirations, à toutes les craintes actuelles de la classe ouvrière, mais aussi en se plaçant résolument en tête de toutes les luttes revendicatives, si modestes qu'elles puissent paraître.

Dans cet effort de reconstruction et de combat, les fédérations ont leur rôle à jouer. Elles doivent soutenir les groupes, coordonner leur action, s'inspirer de leurs besoins. Elles doivent aussi fournir l'union de suggestions utiles pour la propagande, prendre des initiatives, soutenir la presse anarchiste, organiser des tournées de meetings et de conférences.

L'importante question du journal ne saurait, d'autre part, demander trop d'attention. Elle doit être résolue dans un double sens. D'un côté, le Libertaire doit améliorer sa rédaction, devenir plus vivant, plus actuel, plus combatif. D'un autre côté, tous les compagnons anarchistes doivent le soutenir pécuniairement, le répandre, lui recruter des abonnés. Ce double effort conditionne tous les autres. Sans une presse puissante, une organisation languit, sans force de propagande. Le mouvement anarchiste souffre depuis de longues années de la faiblesse de notre journal. Lui assurer une parution régulière par des revenus réguliers, appréhender l'actualité sociale avec vigueur, éclairer l'opinion ouvrière, dénoncer les traîtres et les impuissants, frapper fort contre l'ennemi de classe, tels doivent être les objectifs des camarades groupés autour du Libertaire.

A la tâche, donc ! Et que tous s'y emploient ! Que soient bannies les divisions ! Qu'on ne nous parle ni de majoritaires ni de minoritaires ! L'heure n'est pas aux arguties, aux lufes intestines, aux vanités impuissantes. L'heure est à l'action, à la lutte contre la guerre et le fascisme qui montent.

Le congrès d'Orléans n'est qu'un point de départ. Tout reste à faire. En avant !

LASHORTES.

Prémisses à la Révolution

Cette fameuse Conférence de Londres dont on attendait merveille se meurt ; envolés de ce fait les espoirs que l'on avait mis en elle, finies les illusions en un équilibre qui ramènerait la paix économique et la prospérité. Fixés sur l'or comme base de monnaie d'échanges les pays qui ont stabilisé la leur, après l'avoir aviliée dans la mesure qu'elle réduisait une dette intérieure trop lourde, eussent voulu que les U.S.A. abandonnassent pas l'étalon-or ; ou du moins qu'ils fixent la valeur de leur monnaie à une parité qui ne les désavantagerait pas trop.

Stabiliser le dollar lors de cette Conférence était prématuré. Il importait de connaître l'importance des dégâts, de savoir si cette dévalorisation correspond à l'excédent de dette intérieure qui paralyse en partie — car il y a d'autres causes — la vie économique aux Etats-Unis. Le refus de Roosevelt d'arrêter la chute du dollar rendait ainsi la Conférence sans objet, car elle ne pouvait raisonnablement prendre de décision sans l'Amérique. Pour que les représentants du capitalisme mondial puissent se mettre d'accord il eût fallu trouver un autre étalon monétaire ; mais quel métal précieux pourrait remplacer l'or que les trusts possèdent et qui représente les biens visibles, la richesse, la propriété ? Logiquement les tenants du capitalisme assemblés à Londres ne pouvaient détruire ce qui est la substance même de leurs privilèges, chacun tire à soi la couverture avec un mépris total du voisin.

Trouver un autre étalon qui, tout en conservant aux privilégiés leurs avantages sociaux, débarrasserait les Etats et eux en même temps du fardeau des dettes qui écrasent le monde serait la solution rêvée.

Envisagé sous cet angle le problème n'a pas de solution possible car les dettes sont trop lourdes pour que le travail les paie ; de leur libération dépend la stabilité des Etats, faute d'entente entre eux les capitalistes se font la guerre à nos dépens.

(Voir la suite en quatrième page)

Le Congrès du Parti Socialiste

Le Congrès du parti socialiste, par l'ampleur des débats, par l'originalité des thèses qui y ont été développées, par l'importance de certains discours, a largement légitimé la publicité qui lui a été faite.

Dans une salle sobrement décorée, les « durs » et les « mous » du parti se sont livrés un combat qui, quoique le résultat en fut connu à l'avance, n'a pas manqué de phases pathétiques.

A plusieurs reprises, on a eu l'impression qu'une cassure se produisait entre le présent et la politique d'un passé jugé stérile. En vérité, c'était bien là la querelle. Le parti socialiste subit lui aussi le choc de la crise. Le chômage généralisant la misère parmi les masses prolétaires, et leur interdisant toute perspective riante, n'a pas manqué de provoquer une fermentation dans ce parti, où l'élément prolétarien reste quoiqu'on en dise, en forte majorité. La déception produite par la stérilité de l'action parlementaire, à qui précédemment on accordait une si grande valeur, dans ce parti essentiellement électoraliste, est mise particulièrement en relief par un an de Cartel. L'ébranlement de la démocratie bourgeoise, dont la duperie apparaît mieux en ces périodes troublées et inquiètes, pour les classes dirigeantes, dont l'esprit est hanté par des rêveries de renforcement de l'autorité, de dictature. Enfin, l'effondrement lamentable de la Social-Démocratie allemande qui personnifiait pour ainsi dire, cette politique de collaboration et d'édification par étapes du socialisme, suivant des essais particulièrement malheureux d'exercice du pouvoir dans plusieurs pays. Toutes ces déceptions, ces défaits ont provoqué un esprit nouveau, qui se dresse violemment contre les méthodes périmées d'un passé déprimant, et se traduit idéologiquement par cette crise doctrinale du socialisme.

Ce redressement, qui se dessine sous la pression mécanique des faits, bouscule toute une tradition, qui constituait l'essence même de ce socialisme, dégénéré par le choc de la démocratie bourgeoise et de socialisme. L'on comprend le désarroi qui s'ensuit dans les esprits, qui se traduit dans le parti, par des schismes dont la gravité menace son existence, devenue d'ailleurs politique par l'évolution sociale générale, qui place tout le problème social sous un angle aigu de classe.

En effet, une bis que le divorce socialiste sera un fait accompli, car désormais il ne peut en être autrement, cela mettra fin à cet alliage incoincident, rejetant vers les partis bourgeois toute la partie restée fidèle à la conception du socialisme définie par Jaurès et autres leaders, plus obscurs. Le parti socialiste redressé, renoué, plaçant l'action parlementaire à l'arrière-plan, fera double emploi avec le parti bolchevik. A moins qu'il ne se considère destiné à prendre sa place, stimant à juste titre, qu'un travail révolutionnaire positivement sérieux nécessite un parti réfractaire à l'atavisme moscovite. En ce cas, il ne resterait plus qu'aux militants de base du P. C. d'abandonner sans plus attendre leur lamentable parti, vivotaux sous la direction de pontifs, tout aussi lamentables et fâcheusement atrophés du double point de vue de la raison et de l'intelligence.

La plus grande partie du Congrès a été remplie par le débat de la C.A.P. et du groupe parlementaire. Alternativement « durs » et « mous » se succédèrent à la tribune, applaudis ou chahutés par les tribunes, qui semblaient occupées par les éléments réputés « extrémistes » de la Fédération de la Seine.

Tout l'effort de la droite, représentant politiquement la majorité du groupe parlementaire, porta, éviter le blâme de la majorité du groupe. Elle usa d'une argumentation astucieuse, nous voulons blâmer la majorité du groupe parlementaire, pour sa politique de soutien, déclara Déat dans son rapport, mais cette politique n'a jamais encore été condamnée par le parti. La motion d'Avignon elle-même n'a pas interdit une telle politique. Ten n'est plus vrai. Cette motion due aux subtilités nuancées de Blum, n'était remarquable que par son obscurité et sa possibilité d'être interprétée différemment. Aussi, la position de la droite serait solide, si le désaccord n'était pas plus profond et d'ordre doctrinal, ainsi que l'ont révélé les discours de Marquet, de Montagnon et de Déat.

S'il ne s'agit d'agir uniquement pour le Congrès d'édifier une tactique parlementaire, l'accord aurait pu se faire entre les deux tendances. Pour cela, la gauche majoritaire aurait eu à se sortir de son embarras évent, de ses hésitations devant le problème tactique et de proposer une voie claire. Mais la volonté de résolution semblait lui manquer. Marquet dénonçant cette attitude précise a pu s'écrier dernièrement au cours d'une réunion de la rue Cadet, face ses adversaires furieux : « Vous ne voulez l'opposition, ni la participation ni la révolution. »

(Voilà la suite en quatrième page)

L'heure est à l'action

Pendant trois jours notre congrès a tenu ses assises.

Beau et bon congrès pourront dire ceux qui y ont assisté.

Beau, non pas comme le congrès socialiste, par le nombre des délégués qui y assistaient, mais par sa haute tenue morale. Tous les militants comprenant la gravité de l'heure étaient animés du même désir d'action, de la même volonté d'apporter des solutions précises aux grands problèmes qui se posent devant le monde du travail, crise économique, chômage, guerre, fascisme.

Bon congrès, en raison même des décisions prises. Sur chacune des grandes questions sociales notre organisation s'est prononcée nettement, sur chacune d'elles, elle a précisé ses méthodes d'action, ses solutions anarchistes. Aucune démagogie, si les détracteurs de l'anarchisme qui tentent de ridiculiser notre idéal, en prétendant que les anarchistes sont des idéalistes généraux (un peu fous) qui ne tiennent aucun compte des réalités, avaient assisté à notre congrès, ils auraient été très surpris. Ils se seraient trouvés en présence d'ouvriers intellectuels et manuels, cherchant à comprendre, à analyser la situation présente, et à trouver les solutions du problème dans l'intérêt de la classe ouvrière. N'attendons pas que ces gens-là reconnaissent leurs erreurs, ils sont de mauvaise foi, mais il appartient à tous les anarchistes-communistes de répondre à leur mensonge, en faisant connaître notre programme d'action.

Dans les circonstances présentes, l'effort de tous est nécessaire. C'est pourquoi notre congrès aurait manqué son but si le maximum d'efforts n'avait pas été fait pour réaliser l'union entre tous les anarchistes-communistes. Avant de se séparer, les congressistes ont voté la motion suivante :

Le congrès de l'Union Anarchiste-Communiste réuni à Orléans les 14, 15 et 16 juillet, considérant que la montée du fascisme et les menaces qui pèsent actuellement sur la classe ouvrière créent pour les anarchistes un devoir particulièrement grave et urgent.

Affirmant que le maintien de la division des anarchistes-communistes serait dans un pareil moment un véritable crime contre la classe ouvrière demandant à tous les anarchistes-communistes de rallier l'organisation et d'y militer dans un esprit fraternel excluant toute lutte de tendance, toute critique systématique tout travail fractionnel.

— Fait appel à tous pour réaliser cette union nécessaire prélude d'un nouvel essor de l'U. A. et du triomphe de la Révolution prolétarienne.

Bon congrès, ce mot n'est pas exagéré, aussi en conformation avec cette motion, la C. A. par le présent appel, demande à tous les anarchistes-communistes de venir se grouper à l'U. A. C. et autour de notre vieux Libertaire.

Aucun camarade ne peut présenterment avoir de raisons sérieuses de rester en dehors de l'organisation.

La situation est critique, elle n'est pas désespérée. Dans les circonstances présentes, il suffit de la volonté décidée d'une infime minorité pour galvaniser les masses et les entraîner à la lutte. La confiance doit renaître chez tous les camarades, que tous les anarchistes-communistes répondent à l'appel de notre congrès et la conviction de vaincre s'établira dans tous les esprits.

Nous ne voulons pas semer un optimisme de commande, l'heure est trop grave pour chercher à se leurrer par de vaines illusions, c'est parce que nous sommes sûrs d'être sur la bonne voie et sûrs de triompher que nous voulons faire partager notre confiance.

Que tous nos amis nous comprennent et les résultats ne se feront pas attendre.

Nous pensons que de notre action dépend en une certaine mesure l'avenir du prolétariat. Nous devons agir rapidement, si nous ne voulons pas être dépassés par les événements.

L'action la plus urgente présentement, c'est d'assurer la parution régulière du Libertaire. C'est notre meilleure arme de propagande, notre outil le plus solide. De sa vitalité dépend tout l'avenir de notre mouvement.

En conformation avec les décisions du congrès, un grand effort est organisé

pour assurer son existence. Déjà des groupes de l'U. A. ont organisé des groupes d'amis du Libertaire, composés de camarades qui s'engagent de verser d'une façon régulière 5 francs toutes les semaines. Effort considérable que chacun est décidé de poursuivre, ceci démontre que nous avons raison d'espérer dans l'avenir. De tous les côtés cet effort doit s'accomplir, que tous nos amis qui se trouvent éloignés de notre organisation viennent nous apporter leur réconfort moral et matériel, en nous envoyant chaque semaine leur thune hebdomadaire.

Tous nos amis doivent participer à l'action que nous entreprenons. Les petits ruisseaux forment les grandes rivières, que nos camarades que leur situation financière ne permet pas d'accomplir cet effort chaque semaine, nous envoie d'une façon régulière, leur aide plus modique, elle sera bien accueillie. Il nous faut 500 francs par semaine pour couvrir notre déficit, nous sera-t-il impossible de les trouver, nous ne voulons pas le croire. Nous avons confiance en tous nos amis.

Pour assurer d'une façon rapide l'équilibre de notre Libertaire, et en vue des campagnes que l'U. A. va engager cet hiver, la C. A. a décidé dans sa dernière réunion de lancer une souscription extraordinaire. Elle demande à tous nos camarades d'accomplir en une ou plusieurs fois un versement de 50 francs. Cette action est indispensable. Camarades, vous ne devez pas attendre, envoyez rapidement votre aide, elle est absolument nécessaire.

Servez-vous du chèque postal : Frémont 1642-80, Paris.

Camarades, nous comptons sur vous.

La Commission administrative.

Première liste de la souscription extraordinaire : Schek, 50 ; Mualdès, 50 ; Verdier, 50 ; Darnet, 50 ; Frémont, 50 ; Carpentier, 50 ; Dhermy, 50 ; Baudon, 50 ; Lenglois, 50 ; Ander, 50.

A PROPOS...

... de Congrès

L'anniversaire de la prise de la Bastille a coïncidé, cette année, avec la tenue des congrès de la Ligue des Droits de l'Homme, du Parti socialiste S.F.I.O. et de l'Union anarchiste-communiste.

Le premier s'est tenu à Amiens et je n'en connais que l'ordre du jour que je trouve dans un journal libertaire — lequel, soit dit en passant, n'a pas trouvé une ligne pour annoncer le congrès de l'U.A.C.R. !

Il y fut surtout question de la lutte contre les puissances d'argent. Je ne doute pas que le rapport de Francis Delaisi sur les puissances d'argent contre la paix, n'ait été intéressant, mais quand on connaît l'état d'esprit qui anime la plupart des dirigeants de cette bonne vieille Ligue, on peut bien dire que les « puissances d'argent » ont peu de chose à redouter. Toutes ces palabres n'empêchent pas les usines de guerre de fonctionner à plein rendement. Le reste est littérature.

Chez les S.F.I.O., ça a bardé. Mais là, s'il fut question de la lutte de classes, c'est la lutte pour les places, les profits, les mandats parlementaires qui anima les discussions.

D'autres que moi parleront de ces débats beaucoup plus docilement et amplement.

Je me bornerai à constater, d'accord avec Victor Méric, qui a consacré dans la Patrie Humaine un article à cette bataille de crabes, que les super-patriotes parmi lesquels Déat, Montagnon, Frossard et... Ernest Lafont (parfaitement !) n'ont pas été combattus de façon suffisante par les « doctrinaires ».

L'explication à cela est toute simple, c'est qu'on ne trouverait pas, parmi ces purs partisans de la pure doctrine, un seul qui osât se déclarer franchement antipatriote.

« Parti momifié », écrit Méric, et j'ajouterais : Parti frère des autres partis qui, à l'étranger, ont si honteusement capitulé devant le fascisme ou se sont révélés impuissants.

La guerre et le fascisme ne rencontreront chez nos S.F.I.O., doctrinaires ou non, aucune opposition sérieuse.

Quant à notre congrès d'Orléans, il est inutile que j'ajoute à la copieuse relation qui en est faite dans ce numéro.

Nous sommes peut-être, nous les anarchistes, les plus faibles numériquement, mais je persiste à penser que nous serons les plus forts quand, sérieusement, nous le voudrons, tous unis et solidaires dans notre pensée anarchiste-révolutionnaire. — Pierre Mualdès.

Le Congrès National de l'U.A.C.R. à Orléans

En raison de la gravité actuelle de la situation du prolétariat international, les débats du Congrès national de l'Union Anarchiste-Communiste Révolutionnaire ont revêtu une ampleur dont le compte rendu analytique publié ci-dessous donnera une idée.

Parmi toutes les voix qui se font entendre en ces jours caniculaires, chacune espérant apporter sa solution à la crise ou ses remèdes aux souffrances des travailleurs, il importait que la voix des anarchistes, sans dominer sur les tréteaux, vienne dire : « Plus que jamais, il faut compter avec nous. Notre petit nombre a été jusqu'ici le gage de notre activité. Mais c'est maintenant que les masses doivent savoir le but de cette activité. Nous ne sommes pas désintéressés. Mais ce que nous désirons pour nous-mêmes, nous désirons que chaque travailleur nous aide à le conquérir pour son propre compte. Les anarchistes veulent instaurer un milieu social de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque. Or, l'époque que nous traversons est une époque où l'abondance et la surabondance des produits et des moyens de production et de répartition sont tels qu'il est inadmissible que des hommes puissent encore mourir de faim, où la carence et la malfeasance des dictatures sont telles qu'il est inadmissible que des hommes se laissent encore mener ainsi ; où toutes choses vont si mal entre les mains des politiciens, des bourgeois, des prêtres, des gendarmes, qu'il est inadmissible que le monde continue longtemps à aller comme ça.

Les Débats

PREMIÈRE JOURNÉE

(Vendredi 14 juillet 1933)

Séance du matin

Les groupes adhérents à l'U.A.C.R. se sont fait représenter nombreux au Congrès National d'Orléans.

Sur la proposition de plusieurs camarades, c'est Colin, du groupe d'Orléans, organisateur du Congrès, qui est appelé à présider cette séance d'ouverture.

Avant de commencer les débats, les mandats des groupes représentés sont apportés ainsi que les lettres qui les confirment. Au nom du groupe du 10^e, Duchamp demande que ces mandats soient vérifiés. Satisfaction lui est donnée.

Le Président lit alors plusieurs lettres ; Sébastien Faure forme des vœux très sincères et très ardents pour que, du Congrès auquel il lui est impossible d'assister, sorte une U. A. plus puissante et plus unie, en raison de la vigilance toujours plus vigoureuse qu'exige de nous le cours des événements. Des camarades appartenant à l'Union Communiste-Anarchiste Italienne et au groupe d'enlente de la région parisienne, apportent au Congrès leur adhésion morale, en souhaitant que des travaux soient féconds en résultats. Le groupe de Coursan a demandé que sa lettre soit lue au Congrès par le camarade Lashorte. Comme cette lettre touche aux différents points de l'ordre du jour, Frémont demande que la lecture en soit faite au fur et à mesure du déroulement des débats. Un message des camarades appartenant à la Fédération espagnole est lu par le président et une discussion s'engage au sujet de ces camarades qui auraient demandé à être invités avec voix délibérative. Au Congrès de Toulouse, affirme Lauzille, des groupes bulgares ont été représentés de cette manière. Aucune nu de non recevoir n'a été opposée aux camarades espagnols, en réalité, mais ceux-ci n'ont pas cru devoir communiquer directement avec la C. A. ou avec la Fédération parisienne.

Lashortes donne ensuite lecture du préambule de la lettre du Groupe de Coursan, puis le président donne connaissance des sommes versées par les groupes pour la caisse d'avant Congrès. Après les explications de Duchamp pour le Groupe du 10^e et du Groupe de Montreuil, la discussion du rapport moral est renvoyée à l'après-midi.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

LE RAPPORT MORAL

Au début de la séance de l'après-midi, Cathelot, du groupe d'Orléans, est appelé à présider.

Scheck, secrétaire de l'U. A., présente le rapport moral. Il indique dans quelles conditions la C. A. a été amenée à remplacer la moitié des membres de la C. A. nommée au Congrès de Toulouse, et à réorganiser le Comité de rédaction du *Libertaire*. Il signale que les réunions de la C. A. ont été régulièrement suivies, mais que la liaison avec la province s'est relâchée.

Au sujet de la réorganisation de l'U. A., il indique que le meilleur travail a été fait dans la région parisienne. En province, le groupe de Toulouse s'est séparé de l'U. A. et des difficultés ont été créées à Trélaté par les attaques du « Combat syndicaliste » contre le *Libertaire*, ainsi qu'en témoigne une lettre.

Au moment de la campagne électorale, une école du propagandiste a été ouverte. Elle a malheureusement peu duré, faute d'une direction compétente.

Au sujet de l'organisation du Congrès, Scheck donne des éclaircissements sur les invitations. Il en a été adressé même aux groupes qui ont quitté l'U. A.

Il conclut en disant que du présent Congrès doivent sortir l'unité du mouvement anarchiste et son influence sur la classe ouvrière. D'où les questions choisies : Lutte contre la guerre, le fascisme, le chômage, l'idée religieuse, pour l'unité ouvrière.

Duchamp, mandaté par le Groupe du 10^e, reconnaît que la situation est révolutionnaire et que les forces du prolétariat sont morcelées. Après l'examen du rapport moral et du rapport sur le fascisme, Duchamp

déclare qu'ils ne tendent aucunement à regrouper ces forces. Il espérait qu'un effort de regroupement serait tenté avec l'établissement à la base d'un programme de conciliation.

Il regrette que l'envoi tardif des rapports n'ait pas permis une discussion sérieuse dans les groupes. Il regrette qu'on n'ait pas fait appel au concours de camarades qui auraient activé l'impression de ces rapports. Le rapport financier aurait dû parvenir un mois avant le Congrès.

LAUZILLE, mandaté par les groupes du 5^e et du 13^e arrondissement, se prononce contre le rapport moral. Il n'accepte pas certaines méthodes employées dans l'action antiparlementaire. Il n'est pas d'accord avec la campagne menée pour l'amnistie, et sur l'appel qui a été fait à des politiciens et à certaines personnalités. Il s'élève contre la manière dont a été composé le numéro spécial sur l'armistice. Il proteste contre le fait qu'un article du camarade Le Meilleur n'a pas été inséré. Il se plaint de la manière dont un meeting en faveur des Espagnols a été organisé. Au sujet de la Commission administrative, il souhaite un retour à l'ancienne formule, donnant plus d'activité à C. I. Il se plaint qu'un journal réactionnaire ait pu faire état d'une réponse à un article d'un camarade espagnol.

PRUDHOMMEUX, délégué par le groupe de Nîmes et la Fédération Anarchiste du Gard, apporte le point de vue de cette Fédération. Aucun rapport n'est parvenu au groupe de Nîmes. D'accord sur le fond quant à la campagne sur l'amnistie, il déclare que ces camarades sont opposés sur la manière dont ils conçoivent la propagande. Il n'est pas satisfait de l'attitude du *Libertaire* au sujet des événements d'Allemagne et il fait grief à Lashortes d'avoir dit que les communistes allemands avaient eu à choisir entre la houlette de Severing et la matraque d'Hitler. Il aurait fallu démasquer le discrédit où étaient tombés les partis, et non des erreurs de tactique. Enfin, Prudhommeux signale ce qu'il nomme l'insuffisance d'information du *Libertaire* en ce qui concerne la question espagnole.

Lecture est ensuite donnée d'une lettre du groupe de Croix (Tourcoing, Wasquehal et environs) qui trouve que le numéro spécial sur l'amnistie était défectueux, et qui voudrait une meilleure décentralisation du mouvement par une correspondance avec les groupes de province.

FRÉMONT met au point la question de l'envoi des circulaires et rapports et celle de la campagne pour l'amnistie. Les camarades qui critiquent ne sont pas d'anciens militants ayant vécu le mouvement. L'action a été décidée au lendemain de la campagne électorale. Comme pour les précédentes campagnes en faveur de l'amnistie, après divers incidents, l'U. A. a conservé la direction en utilisant certains concours et influences. Dans aucun cas il n'y a eu compromission ni diminution. Tous les meetings ont été organisés et contrôlés par nous. Les politiciens ne se servent pas de nous, et l'amnistie est une question humaine. Frémont regrette que l'attitude de certains groupements ne favorise pas l'appel à la concorde pour le triomphe de l'idée anarchiste envoyé par le Groupe de Croix.

Il indique qu'au moment du Congrès de Toulouse, la situation de l'U. A. était plus mauvaise qu'aujourd'hui où plusieurs groupes se développent. Selon lui, l'unité anarchiste-communiste ne doit pas être sentimentale, mais fondée sur une base d'action, sur le désir de donner une vitalité nouvelle au mouvement, de lier les efforts de tous, de donner une position très nette aux problèmes. Un manifeste doit sortir de ce Congrès et constituer de propagande doit être entrepris en accordance avec les militants des régions où la formation de groupes est possible. La liaison avec la province sera assurée par une correspondance régulière des membres de la C. A. avec les régions qui les auront choisis.

Après deux courtes interventions de Henri Lucien et de Carpentier, DUCHAMP prend de nouveau la parole au nom du groupe du 10^e. Il déclare que l'U. A. n'a pas profité de la campagne pour l'amnistie tout en payant les frais. Il regrette l'insertion dans le *Libertaire* d'un placard annonçant un meeting confédéré, publicité non motivée pour la C.G.T., dit-il. Il propose d'établir un contrôle effectif sur le travail de la C. A.

MUALDÉS dit que l'amnistie n'est pas une question anarchiste. Les individualistes les plus forcenés n'hésitent pas, en certaines circonstances, à implorer des personnalités politiques.

Puis LASHORTES répond aux différentes critiques apportées sur la campagne de l'amnistie et l'administration du *Libertaire*, ainsi qu'aux observations de Prudhommeux. Il constate que, de plus en plus, beaucoup de socialistes et de communistes quittant leur parti sont susceptibles de venir à nous.

LAUZILLE et Darnet (Montreuil) interviennent de nouveau, puis la parole est à notre camarade COURAMY, du groupe de Liège. Il s'étonne que le Congrès ait roulé jusqu'ici sur des questions de détail. Il apporte des suggestions sur l'organisation, la propagande, la diffusion d'une nouvelle littérature anarchiste, la formation de nouveaux militants et des jeunesses.

FRÉMONT dit que l'accord avec Lecoin a toujours existé sur l'unité syndicale et la défense des emprisonnés. La campagne pour l'amnistie, qui est inspirée de précédents (affaires Ascasso-Durutti, Sacco-Vanzetti), a créé un courant d'idée favorable. Si notre Comité n'avait pas existé, rien n'aurait été fait.

En ce qui concerne la réorganisation, il déclare qu'il faut un mouvement anarchiste positif, une tactique juste et suivie des masses, avec une charpente critique, pour qu'elle soit féconde.

Après un court débat, DUCHAMP revient sur la question de l'amnistie. Les anarchistes, dit-il, ont donc l'espoir d'obtenir quelque chose des politiciens. Il demande

que le Congrès se précise et dise qu'on peut faire appel à eux. Mais, il croit personnellement que l'on n'arrive à aucun résultat sans intervenir directement auprès des politiciens, tandis que leur concours dans des meetings est inutile et que ces derniers sont du temps perdu.

DUCHAMP demande ensuite s'il peut donner lecture au Congrès des lettres de groupes invités, ainsi que d'autres groupes, qu'il a reçues personnellement, intéressant le rapport moral et divers autres rapports. Après intervention de Frémont et de Scheck qui s'étonne que des groupes non adhérents à l'U. A. essaient d'influencer le Congrès par personne interposée, le Congrès vote sur la lecture immédiate de la correspondance personnelle de Duchamp.

Le Congrès décide de reporter à plus tard la lecture de cette correspondance, vé par 17 voix contre 5 et 2 abstentions.

Avant le vote qui va clôturer la discussion sur le rapport moral, R. LANTIER lit les propositions du groupe de LILLE qui demande que des dispositions soient prises pour que des versements réguliers et un soutien efficace du *Libertaire* soient assurés, et Scheck donne lecture d'une lettre du groupe de BREST qui approuve le rapport moral.

Finalement, le rapport moral est approuvé contre 5 voix et 2 abstentions.

LASHORTES donne alors lecture d'une motion d'union sur le rapport moral. Duchamp (10^e) et Lauzille (5^e et 13^e) ne la votent pas. Prudhommeux (Nîmes), préférerait la voir discuter en fin de Congrès. Frémont dit que la motion de Lashortes lui paraît de nature à réaliser l'unité et l'entente pour un travail commun et fructueux. Il dénonce au Congrès une circulaire adressée par le groupe du 10^e aux autres groupes de l'U. A. et dit que chercher de cette manière à discréditer les camarades ayant une responsabilité dans le mouvement, c'est jeter le trouble et la confusion parmi les militants. Une motion demandant de s'engager à éviter un travail de ce genre peut apporter des apaisements et créer une atmosphère de confiance.

LASHORTES indique que cette motion venant après la discussion du rapport moral signifiait la volonté d'éviter toute attaque systématique tendant à paralyser l'action de l'U. A.

Après un échange de vues avec Duchamp, il retire momentanément sa motion.

DUCHAMP reprend alors sa proposition tendant à demander au Congrès l'interdiction de faire appel à des individualités non anarchistes pour porter la parole dans des meetings anarchistes et à n'organiser aucun meeting « sinon au seul titre de l'U. A. C. R. »

Cette proposition soulève un débat à la suite duquel une motion plus en rapport avec les nécessités de la propagande est présentée par MUALDÉS et adoptée par le congrès par 15 voix contre 6 et 3 abstentions.

Scheck demande alors qu'on passe tout de suite à la nomination d'une nouvelle C. A. Sur la proposition de Lauzille, cette demande est ajournée et l'on passe à la discussion du rapport financier de l'U. A.

LE RAPPORT FINANCIER

En l'absence de Barthélémy qui ne lui a pas remis un double du rapport financier, Scheck donna la liste des groupes qui ont pris et payé des cartes, ainsi que le chiffre des dépenses. Il montre l'impossibilité pour l'U. A. de prendre à sa charge les frais des tournées de propagande demandées. Il insiste auprès du Congrès pour que des mesures assurant des ressources régulières à l'U. A. soient prises, et il donne l'exemple de certains groupes de la région parisienne. De son côté, R. Lantier lit les propositions du groupe de Liège pour assurer un soutien efficace de l'U. A. et du *Libertaire*. Au nom des groupes du 5^e et du 13^e Lauzille s'élève contre le principe de la cotisation obligatoire. Guyard, pour le groupe du 19^e, compare ce qui se passe dans l'U. A. et dans les syndicats, et montre que la cotisation facultative est une cause de faiblesse pour l'U. A. et il indique la marche à suivre pour que les campagnes à venir. Il insiste aussi pour que le Congrès prenne une décision nette. Ringeas (Jeunesse), Le Bot (Groupe de Cléchy), Carpentier (Groupe de Saint-Denis), apportent l'adhésion de leurs groupes à la proposition de la C. A. Méallier dit que le Groupe de St-Etienne est d'accord en principe, mais que la cotisation doit dépendre des moyens du groupe.

LAUZILLE précise alors la position des groupes dont il a le mandat. Le groupe du 13^e n'a pas financé l'U. A. parce qu'il n'était pas d'accord avec la ligne déconduite de la Fédération.

DUCHAMP s'inquiète du coût de la carte à remettre à chaque adhérent. Il croit qu'on pourrait trouver des ressources par ailleurs. Il envisage l'entrée dans l'U. A. de sympathisants prenant part à l'action sans payer leur carte.

Au nom des groupes qui l'ont mandaté, Frémont déclare que toute action de quelque importance est arrêtée par manque d'argent. La question des ressources de l'U. A. est une question de fédération : les groupes faibles ne peuvent faire les frais d'un propagandiste. S'il y a des fonds à la caisse, l'U. A. pourra le faire. Les groupes doivent s'aider entre eux de cette manière. D'un autre côté, il n'y a pas d'organisation possible si certains groupes refusent de verser leur cotisation à l'U. A. parce qu'ils ne sont pas d'accord sur certains points. Frémont rappelle alors la motion déposée au Congrès de la Fédération Parisienne et il la présente au Congrès National en demandant le vote.

Il est appuyé par R. LANTIER, et déclare que les cotisations en retard, paies dans les syndicats, ne seront exigées d'une façon intransigeante ; Scheck, Me que lorsqu'on rentre dans une organisation, on accepte les principes, que les bases d'organisation très sérieuses sont nécessaires à l'U. A. pour qu'elle soit mesure d'apporter une aide efficace à tous les grou-

pes ; VERDIER (groupe des Lilas) qui fait remarquer que la carte est une nécessité ; sans argent, pas d'organisation, pas de propagande étendue possibles ; GUYARD (groupe du 19^e) qui fait observer que si les anarchistes n'ont pas plus d'influence, c'est à cause du manque d'argent.

DUCHAMP (10^e) note que l'organisation entraîne la suppression graduelle d'une partie de notre liberté. Il voit des économies à réaliser dans l'administration du *Libertaire* et de la Librairie. Scheck montre que tout le possible a été fait dans ce sens.

PRUDHOMMEUX (Nîmes) dit que le groupe de Nîmes est d'accord sur le principe d'un versement obligatoire. Ceux qui ne donnent jamais rien ni de leur personne ni de leur argent sont des parasites ou des bons à rien et il faut leur faire comprendre que leur place n'est plus dans l'U. A.

FRÉMONT reprend alors la décision de Toulouse et demande qu'on l'accepte avec les modifications nécessitées par la discussion précédente. Sa motion est adoptée, sauf 5 voix et 6 abstentions.

LA DEUXIÈME JOURNÉE

(Samedi 15 juillet 1933)

Séance du matin

RAPPORT D'ORGANISATION

A l'ouverture de la séance de samedi matin, la présidence des débats est confiée à MÉALLIER (Groupe de Saint-Etienne).

La discussion s'engage presque aussitôt sur le rapport d'organisation. La base de la discussion est constituée par la proposition des groupes du 10^e, du 5^e et du 13^e, qui demandent que le Congrès fixe les conditions dans lesquelles les groupes pourront être représentés au prochain Congrès, et proposent que, conformément à la motion de Toulouse, participent seulement les groupes ayant cotisé 6 mois au moins. FRÉMONT demande que ce temps soit réduit à trois mois et qu'il ne soit manifesté aucune intransigence quant aux cotisations lorsqu'il s'agit d'un groupe très jeune.

LAUZILLE voudrait que les groupes aient donné à l'U. A. preuve de vie financière trois mois avant le Congrès. DUCHAMP insiste dans une motion qu'il présente au nom du groupe du 10^e pour que les groupes, dans ce délai, soient à jour de leurs cotisations. FRÉMONT demande que, dans ces conditions, les groupes qui n'auront pas donné signe d'existence depuis 6 mois ou plus ne soient pas considérés comme adhérents à l'U. A. Au nom du groupe de Saint-Denis, CARPENTIER demande qu'une représentation proportionnelle soit assurée aux diverses opinions. Finalement, les motions Frémont et Duchamp sont mises aux voix. Le vote donne les résultats suivants : Motion Lauzille (10^e) 8 voix ; motion Frémont (19^e) 7 voix. Abstentions, 9. En conséquence, le Congrès déclare que ne pourront participer au prochain Congrès National que les groupes adhérent à l'U. A. depuis au moins trois mois. Ces groupes devront être à jour des cotisations dont le versement a été décidé par le présent Congrès.

Scheck, appuyé par CARPENTIER (Saint-Denis) demande alors que les décisions du Congrès fassent l'objet d'une ou de plusieurs brochures qui seraient éditées et répandues dans les groupes.

La question de la date du prochain Congrès est alors posée. Le 10^e propose que les Congrès ne puissent être reculés sous aucun prétexte. Le groupe d'Orléans dit que cela est bien difficile à cause de la question financière. FRÉMONT pense qu'un Congrès tous les deux ans pourrait suffire, sauf à convoquer, dans l'intervalle, un Congrès extraordinaire, comme cela a lieu dans les organisations syndicales.

Il propose en outre que les Congrès aient lieu de préférence à Paris où de plus nombreux groupes pourraient être représentés, où la vie est moins chère, où un plus grand nombre de délégués pourraient être logés chez des copains. Il précise que sa proposition n'a nullement pour but de centraliser le mouvement, mais au contraire de faciliter la représentation des groupes.

Scheck appuie cette proposition en faisant état des difficultés qui ont présidé à l'organisation du présent Congrès.

L. HUBERTY (10^e) est partisan d'un Congrès annuel, sauf à le différer si les groupes disent qu'ils ne peuvent y participer. LASHORTES et LAUZILLE se rallient à cette manière de voir.

Au nom des Jeunesses, RINGEAS dépose une motion dans le sens des explications de Frémont.

DUCHAMP (10^e) dépose une motion tendant à instituer un Congrès annuel et Lauzille propose que le prochain Congrès ait lieu à Paris en 1934.

La motion des Jeunesses est adoptée malgré 8 voix contre et 2 abstentions.

En conséquence, le prochain Congrès aura lieu à Paris en 1935.

Scheck propose ensuite que le trésorier de l'U. A. prenne en mains la caisse d'avant Congrès. Adopté.

DUCHAMP présente alors la proposition du groupe du 10^e au sujet de la réunion du Congrès extraordinaire, sur demande collective émanant du quart au moins des groupes représentés au précédent Congrès national, adressée à la C. A. un mois et demi avant la date prévue par lesdits groupes.

RINGEAS (Jeunesses) propose que la réunion du Congrès extraordinaire ait lieu sur convocation de la C. A.

FRÉMONT note qu'un Congrès extraordinaire est motivé par des circonstances extraordinaires (guerre, conditions économiques, etc.) et par suite qu'un seul groupe, ou la C. A. sont fondés à le proposer à l'ap-

probation des groupes. Le Congrès extraordinaire a lieu si les groupes le jugent nécessaire.

GUYARD présente au nom du groupe du 19^e une motion instituant le referendum. LAUZILLE (5^e) dit que le temps peut manquer.

LASHORTES se prononce pour la motion du 19^e. Le vote a lieu après que des explications ont été fournies à Prudhommeux et la motion est adoptée moins 3 voix.

En conséquence, le Congrès d'Orléans décide qu'un Congrès extraordinaire pourra avoir lieu quand la majorité des groupes en auront approuvé la nécessité.

ÉLECTION DE LA C. A.

FRÉMONT demande que le Congrès décide que chaque membre de la C. A. soit correspondant d'une Fédération régionale ou d'une région de groupes, à l'exception du secrétaire. Le 19^e appuie cette proposition.

DUCHAMP demande que l'élection de la C. A. soit reportée à la fin de l'étude de la discussion du rapport d'organisation.

RINGEAS demande qu'un adhérent à la Jeunesse soit compris dans la nouvelle C. A. et LAUZILLE que les groupes ou Fédérations choisissent leur correspondants au sein de la C. A.

Toutes ces propositions sont acceptées.

LE LIBERTAIRE

Les deux premiers points des propositions du groupe du 10^e concernant le comité de rédaction du *Libertaire* ne sont que confirmer un état de fait existant. Le 3^e point, dit que la rédaction du *Libertaire* sera assurée par les membres du Comité de rédaction, par des camarades de province et par toutes individualités anarchistes. VERDIER (Groupe des Lilas) fait observer que le *Libertaire* étant l'organe de l'U. A. C. R., il ne doit pas contenir d'articles contraires à la doctrine de l'U. A. C.

FRÉMONT constate que le *Libertaire* peut s'adjoindre divers collaborateurs, du moment que les articles sont discutés et soumis au contrôle de la C. A. LASHORTES déclare qu'il ne faut pas écarter des individualités étrangères au mouvement qui peuvent nous attirer des lecteurs en dehors de l'U. A. DUCHAMP estime que des camarades anarchistes peuvent suffire à assurer la rédaction du *Libertaire*. CATHELOT dit que le groupe de Croix se plaint que le *Libertaire* n'ait pas inséré des articles sur l'amnistie qu'il a envoyés.

FRÉMONT n'a pas reçu les articles en question, mais le *Libertaire* a passé des articles du groupe de Croix sur la guerre qui ne reflétaient pas la pensée du Comité de rédaction. Il donne des précisions sur l'activité du *Libertaire*, sur les articles du camarade De Groote qui n'a jamais fait l'apologie de la C.G.T., comme on semble le lui reprocher, mais a critiqué très souvent l'attitude de celle-ci, et travaillé à l'unité ouvrière, conformément à la ligne de conduite adoptée à Toulouse.

Après une intervention de VERDIER (Lilas) et de PRUDHOMMEUX, qui donne des explications sur ses articles au sujet de la question allemande et de l'affaire von der Lubbe, DUCHAMP et LAUZILLE apportent leurs critiques sur des points de détail.

Puis le camarade COURAMY (groupe de Liège) dit qu'il trouverait excellent que seuls des membres de l'U. A. C. R. participent à la rédaction du *Libertaire*, mais qu'ils auraient peine à remplir régulièrement le journal. Une seule règle s'impose pour les collaborateurs étrangers au mouvement : que leurs articles reflètent la pensée de l'U. A. S'ils apportent des faits, rien ne s'oppose à ce que les articles soient signés. Il note que la série d'articles sur l'Espagne était insuffisante ; la position de la F.A.I. seule était dénuée, et il n'y avait aucune contre-partie. Il aurait voulu voir une tribune libre où les diverses thèses auraient été présentées. Les camarades lisent une seule source d'information risquant de se trouver surpris de contradictions ultérieures. Il est très intéressant d'avoir l'opinion des politiciens, à condition d'y répondre. Il cite à cet égard le numéro spécial sur la Belgique de la *Correspondance Internationale Ouvrière*.

LASHORTES répond au nom du Comité de rédaction. L'appel aux collaborateurs n'a pas été entendu. Pour toutes sortes de raisons, il y a peu de monde aux réunions du C.R. Lashortes reconnaît le bien-fondé de certaines critiques, mais il aurait voulu, en plus, des indications sur une nouvelle manière de procéder. Des articles s'élevaient contre l'unité syndicale et préconisaient une politique sectaire ont pu être écartés, mais c'est parce qu'ils étaient en contradiction avec les décisions du Congrès de Toulouse. Il indique que le *Libertaire* doit être un journal d'information au courant de l'actualité ouvrière et qu'il ne doit pas se borner à des articles de doctrine abstraits. La liaison avec la province devrait être plus étroite.

En terminant Lashortes fait appel à l'esprit de bonne camaraderie de tous. Le *Libertaire* est placé sous la responsabilité de tous. Que tous travaillent à faire du *Libertaire* un bon journal qui s'attachera en face des grands problèmes du temps présent à dégager une ligne de conduite pour la classe ouvrière.

Le Groupe de St-Denis dépose alors une motion approuvant les efforts antérieurs du Comité de rédaction et le renouvelant dans sa composition actuelle.

A la suite des observations de Frémont, qui précise dans quelles conditions s'effectue le travail du Comité de rédaction, de DUCHAMP, qui insiste pour le vote pur et simple de sa motion, de RINGEAS, une discussion s'établit. Puis LAUZILLE, au nom des groupes des 5^e et 13^e, dit qu'il est partisan d'installer le *Libertaire* en province.

En raison de l'heure, on met aux voix une nouvelle question d'organisation qui donne au C.R. la faculté de s'adjoindre les collaborateurs nécessaires sous le contrôle de la C. A. Celle-ci est adoptée.

Séance de l'après-midi

En raison de la fin tardive de la séance du matin, c'est à deux heures et demie que s'ouvre la séance de samedi après-midi, sous la présidence de Le Bor (Clichy). Devant l'impossibilité d'en finir le soir même, le Congrès repousse l'idée d'une séance de nuit.

COLIN a reçu deux lettres : Sébastien FAURE, ne pouvant prendre part aux travaux du Congrès, fait observer que les trois grands problèmes à l'ordre du jour : fascisme, guerre, crise économique et chômage n'en forment qu'un en réalité. Le Congrès est unanime pour adresser à Sébastien FAURE l'expression de sa sympathie et ses vœux pour un prompt rétablissement. La lettre d'Ernest (Bruxelles) sera lue au cours de la discussion des rapports.

CARPENTIER reprend la motion du groupe de Saint-Denis approuvant l'action passée du Comité de rédaction. La motion votée le matin leur donnant en réalité satisfaction sur la composition du C.R., le Congrès repousse le projet de Duchamp (10^e) et Lauzille (5^e).

La motion du groupe de Saint-Denis est alors adoptée contre 6 voix et 4 abstentions. En conséquence :

Le Congrès tient à approuver les camarades du Comité de rédaction des efforts qu'ils ont faits pour la tenue rédactionnelle du *Libertaire*. Il décide que ces camarades seront maintenus à leur poste et qu'ils continueront à s'inspirer des décisions du Congrès.

DUCHAMP (10^e) insiste pour que l'on passe au vote sur le 4^e point du programme présenté par son groupe sur la méthode de travail du comité de rédaction. Cette méthode ayant été définie et approuvée le matin, le Congrès repousse la mise aux voix de ce point.

Au sujet de l'insertion dans le journal d'extraits d'auteurs anarchistes, Lashortes fait observer que cela réduirait la place accordée à l'actualité, mais Frémont dit qu'il est possible de publier ces extraits quand ils coïncident avec l'actualité. Le Groupe de MONTREUIL fait remarquer que les nouveaux groupes doivent fonder une bibliothèque à l'usage de leurs adhérents.

LE CHOMAGE

La suite de l'ordre du jour appelle la discussion de la grande question du chômage. SCHECK donne lecture du rapport de Ribeyron. Il indique que ce rapport contient d'intéressantes méthodes d'organisation. La Fédération parisienne avait engagé ses adhérents à entrer dans les comités de chômeurs et à garantir l'indépendance de ces comités à l'égard des partis politiques. Les syndicats devraient au contraire étendre leur influence sur ces comités.

Au nom du GROUPE DE CROIX, Cathelot proteste contre cette tactique. Il déclare que les chômeurs devraient prendre un mot d'ordre précis : le moratorium des loyers. LASHORTES trouve que c'est insuffisant, mais qu'il faut cependant envisager la fixation de mots d'ordre en vue de l'amélioration du sort des chômeurs.

COURAMY (Bruxelles) dit que les anarchistes auraient tout intérêt à tenter de former au sein des syndicats des comités de chômeurs et à essayer de les grouper ensuite en une sorte de front unique pouvant donner un mot d'ordre unique à toutes les organisations de chômeurs. Ce grand pas accompli, il ne resterait plus qu'à fixer la tactique à suivre. Il donne l'exemple de nos camarades belges qui luttent pour le loyer gratuit aux chômeurs, ce qui est une lutte révolutionnaire par excellence, puisqu'elle porte atteinte au droit de propriété. Un autre moyen qui a l'air réformiste en France, mais qui est de nature à redonner aux chômeurs du courage et de la confiance en eux-mêmes, est celui qui consiste à envoyer des délégations syndicales dans les grands magasins pour obtenir diverses facilités (réduction de prix, paiements échelonnés, etc.) en appuyant ces demandes d'un mouvement de masse suivi d'un boycottage en cas de refus.

Les groupes du 10^e, du 5^e et du 13^e ayant dit qu'ils s'abstiennent sur la question du chômage, alors qu'ils ne l'avaient pas fait au Congrès de la région parisienne, CARPENTIER (Saint-Denis) s'en étonne et rappelle qu'à ce moment le groupe du 10^e avait présenté un projet.

PRUDHOMMEUX (Nîmes) montre par l'exemple des comités de chômeurs du Gard que l'action politique au sein de ces comités empêche l'action directe et est un facteur de corruption des militants. Il signale le danger de s'associer aux revendications démagogiques du parti communiste, qui auraient pour résultat d'égaliser le chômage et de le faire durer, non de le supprimer. Au contraire, la lutte directe, par exemple pour obtenir le moratorium des loyers, apprend aux chômeurs à tout attendre d'eux-mêmes et à ne pas compter sur l'Etat. C'est un commencement d'expropriation, donc de révolution. De même, ajout-il, nous devrions entraîner les ouvriers agricoles et les paysans ruinés à s'emparer des terres abandonnées et à les mettre en culture. Si le chômage est aboli et que le capitalisme subsiste, tout sera à recommencer.

RINGEAS (Jeunesses) dit qu'il appartient aux organisations ouvrières de lutter contre le chômage.

FRÉMONT montre le lien de la crise économique et du chômage avec la montée du fascisme en Allemagne. Les troupes du parti communiste allemand qui luttèrent en 1919-1920 constituent aujourd'hui la presque totalité des troupes d'assaut d'Hitler. Allons-nous livrer la masse ouvrière aux démagogues qui paraissent demain ? Il y a en France 3 millions de travailleurs étrangers. Le mouvement fasciste dans la classe ouvrière partira avec cette idée : donner du travail aux ouvriers français. Déjà au lieu de donner des moyens d'existence aux chômeurs, on les décourage. Les comités de chômeurs de la région parisienne, presque tous sous l'influence du parti communiste, sont morts. Répondant à Prudhommeux, il déclare : Qu'est-ce que vous appelez des méthodes anarchistes ? Les méthodes anarchistes, selon nous, sont celles qui mènent au but final, à l'anarchie, au communisme libertaire. Or, lutter activement contre le chômage, c'est lutter contre le capitalisme. C'est tout l'axe du mouvement ouvrier.

Il faut développer la solidarité entre ceux

qui travaillent et les chômeurs. La question de la réduction de la durée du travail ne doit pas amener une scission de la classe ouvrière. Elle doit apporter la concorde entre ouvriers. Mais il est essentiel que la classe ouvrière ne soit pas livrée à elle-même et que les comités de chômeurs prennent la direction du mouvement. Lutter pour l'indépendance des comités de chômeurs à l'égard des partis politiques, c'est remettre à la classe ouvrière la direction de ses destinées, c'est forger l'esprit révolutionnaire des masses. Les revendications des chômeurs sont la lutte finale contre le capitalisme.

SCHECK approuve ces déclarations et dit que les milieux de chômeurs sont un terrain où la graine fasciste peut être semée. Si nous laissons tomber les chômeurs, des fascistes, imitant la démagogie de Hitler, préconiseront cette solidarité entre ceux qui travaillent et les chômeurs, mais nous en serions les victimes.

LASHORTES insiste sur la nécessité d'une propagande antifasciste parmi les chômeurs. En entrant dans les comités de chômeurs, nos camarades ne sauraient oublier qu'ils sont anarchistes, et c'est à eux de dénoncer la philanthropie nationale et fasciste avec laquelle les municipalités travaillent à miner l'action ouvrière.

Les organisations ouvrières de base doivent avoir le rôle principal dans la lutte contre le chômage. Ces organisations sont les syndicats. On lutte donc contre le chômage en luttant pour l'unité syndicale.

COURAMY (Lège) montre que si la crise se résorbe, un lot permanent de chômeurs restera. La pénétration du mouvement des chômeurs est très importante pour nous. La bourgeoisie, de plus en plus consciente, rejette dans les rangs des chômeurs tous ceux qui paraissent être une solution qui ne résout rien. Au contraire, la liaison avec les syndicats exprime la solidarité des travailleurs et empêche l'action des jaunes. L'hostilité de la bourgeoisie à l'égard des chômeurs montre l'importance de cette revendication.

Après une courte discussion, la résolution suivante est soumise au Congrès par Frémont :

Le congrès décide de mener la lutte contre le chômage dans le sens de l'unité des forces ouvrières. Il demande aux militants de l'U.A. de rentrer dans les syndicats et dans les comités de chômeurs et de lutter pour l'indépendance de ces organisations, de lutter dans les organisations syndicales pour lier la lutte des ouvriers non chômeurs à celle des chômeurs. Une des revendications qui s'imposent immédiatement est la lutte pour la semaine de 40 heures sans réduction de salaire.

PRUDHOMMEUX propose une motion sur l'expropriation capitaliste. FRÉMONT veut que devant la situation économique présente, le Congrès prenne une position tactique et non plus uniquement doctrinale. MUADELS lit une lettre de Hoche Meurant et montre que son contenu est en accord avec les propositions de Frémont.

Plusieurs groupes sont opposés à la diffusion d'un tract imprimé au nom du groupe du 10^e à cause de sa position à l'égard du chômage. LAUZILLE trouve dangereuse la revendication du sursalaire familial qui figure sur ce tract. DUCHAMP la défend. GUYARD, FRÉMONT, LASHORTES s'y opposent et demandent que le Congrès décide que le tract du 10^e ne soit plus diffusé. Adopté.

La résolution de Frémont sur l'action à mener contre le chômage est alors adoptée à l'unanimité.

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

HENRI LUCIEN commente le rapport qui a été adressé aux groupes. Il montre que le fascisme est le dernier sursaut de la bourgeoisie pour sauver ses privilèges. La division de la classe ouvrière sous l'influence des passions politiques est favorable au mouvement fasciste. On dresse également les chômeurs contre ceux qui travaillent et réciproquement.

Le devoir de la classe ouvrière est de mettre un terme aux passions politiques et d'éviter de se laisser entraîner à des actions qui la détourneraient de ses véritables intérêts. Il faut donc dénoncer les menées fascistes et réaliser le front antifasciste de tous ceux dont la vie est menacée. Il ne faut négliger aucun appui et faire vite. C'est une question de vie ou de mort.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un rapport de la fédération espagnole qui déclare que tous les partis politiques ont en eux des germes de fascisme et qu'il faut lutter contre le fascisme en faisant connaître et aimer l'anarchie.

Le GROUPE DE CROIX prend position contre un accord éventuel avec les partis politiques, même dans la lutte antifasciste ; il préfère qu'on éclaire l'opinion publique, et il fait confiance à la réaction spontanée de la foule ouvrière.

LA LETTRE D'ERNEST sur ce point fait état des deux voies dans lesquelles nous pouvons nous engager : la voie doctrinale et celle de l'unité prolétarienne. L'unité ne lui apparaît pas souhaitable. Il lui oppose l'entente entre les forces anticapitalistes et prolétariennes et il conclut à la nécessité pour les anarchistes de travailler au renforcement de leurs organisations en réalisant leur entente sur des bases et pour des buts précis et en perfectionnant leurs méthodes de travail.

VERDIER (Lilas) s'élève contre la tactique proposée par nos camarades espagnols, qu'il juge inefficace.

DUCHAMP (10^e) apporte le point de vue de divers groupes de province. Toulouse déclare qu'il faut compter surtout sur le prolétariat des villes et oppose au plan fasciste un plan d'économie libertaire.

CARPENTIER, au nom du groupe de Saint-Denis, appuie la tactique de front unique telle qu'elle a été proposée dans le *Libertaire*.

Le groupe de Saint-Denis, après expériences locales, rejette toute entente avec les partis politiques, mais ne partisan d'une entente avec les organisations syndicales en dehors de tout appel au concours de parlementaires.

R. Lantier fait connaître le point de vue du GROUPE DE LILLE qui a organisé un comité local de lutte contre la répression capita-

liste et qui convie les autres groupes à imiter cet exemple.

LAUZILLE (5^e et 13^e) est d'accord avec le groupe de Saint-Denis et nos camarades espagnols. Il montre par l'exemple du comité Miranda et du comité d'Amsterdam que le parti communiste et ses filiales S.R., S.O.L., etc., se livrent à un travail systématique de désagrégation des forces ouvrières. Il rappelle que le travail forcé, à l'imitation de ce qui se passe en Allemagne, a été introduit dans certains départements. Toutefois, il est possible de lutter contre le fascisme par la création de groupes de combat décidés à lutter par les méthodes d'action directe.

FRÉMONT montre que le front unique est une nécessité immédiate si l'on veut lutter efficacement contre le fascisme. Les exemples des dictatures de Primo de Rivera, de Mussolini, de Hitler, le prouvent. La situation du prolétariat dans les pays de dictature est une preuve suffisante de ce que le régime qui existe en France n'est pas le pire.

Le fascisme est une forme d'organisation politique de la bourgeoisie qui correspond au développement actuel du capitalisme. Il est nécessaire que le prolétariat s'adapte aussi à la situation présente. La bourgeoisie s'efforce de parvenir au pouvoir dans les formes légales en s'appuyant sur les masses populaires qu'elle conquiert en reprenant au prolétariat ses mots d'ordre révolutionnaires : Hitler s'est proclamé anticapitaliste jusqu'à son arrivée au pouvoir.

Nous ne devons pas permettre au capitalisme de conquérir ces masses, mais nous ne sommes pas capables de l'en empêcher à nous seuls. D'où la nécessité de nous entendre avec les autres forces anticapitalistes. Nous sommes partisans d'une violence réfléchie. Puisque nous ne sommes pas capables de lutter hors de la légalité, il nous faut lutter avec ceux qui, autant que nous, ont tout à craindre du fascisme. Le Congrès se doit de préconiser ce que le groupe de Lille a réalisé localement. Si un tel courant se réalise, nous empêcherons la propagande du fascisme.

Mais il ne faut pas se prêter aux manœuvres qui nous mèneraient à défendre la cuisine d'un parti politique. Il faut aller à la lutte en gardant nos points de vue, notre idéologie, et bien montrer que notre but n'est pas la défense de la démocratie bourgeoise.

ANDRÉ (Jeunesses) est partisan d'un front unique dans la lutte contre le fascisme.

DUCHAMP (10^e) dit que les anarchistes n'ont pas à organiser la lutte avec un parti politique quelconque, mais avec la C.G.T.S.R. Il met en garde contre les appels à la guerre des banquiers juifs. Il craint que la décision de collaborer dans un but circonstanciel peut avoir des conséquences incalculables, être le commencement d'un engrenage, le début de compromissions possibles.

Cependant, si une action était déclenchée par d'autres, Duchamp pense que nous pourrions y participer, mais sans créer d'organisation.

HENRI LUCIEN s'étonne de cette conclusion et VERDIER rappelle l'apologie de l'anarchisme, du bolchevisme et du syndicalisme.

LAUZILLE est adversaire de l'accord d'organisation à l'organisation car certaines organisations dites de gauche ne sont nullement révolutionnaires.

COURAMY (Lège) dit que le rôle de la classe ouvrière est d'empêcher la bourgeoisie de changer son ancienne tactique d'exploitation en une nouvelle, adaptée aux circonstances. En Allemagne, rien n'a été fait et la classe ouvrière n'a même pas tenté de se battre. En Espagne, la C.N.T. s'est désintéressée de tout ce qui n'était pas anarchisme pur. Il faut que ces expériences profitent aux camarades français. Leur petit nombre leur impose de compter avec les autres. Deux solutions parallèles sont à défendre en face du fascisme : l'unité syndicale, en vue de la grève générale, l'entralement à la lutte antifasciste en accord avec les organisations ouvrières. Dans un cas comme dans l'autre, il pourra y avoir de nombreuses expériences infructueuses mais ne doivent pas être un motif pour se décourager. Il pense que le boycott peut être une arme très efficace et que les syndicats d'employés ont un rôle à jouer.

MEALLIER (Saint-Etienne) est opposé au front unique.

LASHORTES précise la notion de fascisme et montre la différence essentielle qu'il y a entre le fascisme qui rend impossible toute espèce d'organisation et une démocratie bourgeoise. Il y aurait danger dans un accord avec des forces étrangères à notre mouvement si le but poursuivi n'était nettement défini et si chacun restait libre d'utiliser ses moyens d'action particuliers. Une situation nouvelle demande une tactique nouvelle. Les faits montreront la valeur de notre doctrine. Socialistes et communistes bernés par leurs chefs reconnaîtront les efforts des anarchistes. Les masses à qui nous proposerons des mots d'ordre justes nous suivront.

L'ennemi essentiel de la classe ouvrière est le fascisme. Il nous faut rechercher des alliés pour l'abattre. Une union avec la seule C.G.T.S.R. risque d'être insuffisante.

Le boycott apparaît à Lashortes comme une arme dangereuse. Elle suppose une éducation ouvrière qui n'existe pas en France. La bourgeoisie en préconisant de son côté le boycott réalise une union sacrée de fait.

En résumé, note Lashortes, il ne faut pas avoir peur de travailler au front unique antifasciste. L'idée a déjà fait des progrès dans l'A. Déjà à Nevers, grâce à cette méthode une réunion antifasciste n'a pas pu avoir lieu.

Si nos laissons échapper cette occasion, nous serons responsables d'un nouveau échec de la classe ouvrière. La lutte contre le fascisme impose tout de suite.

DUCHAMP pose quelques questions auxquelles Lashortes répond, puis les motions de Saint-Denis repoussant le front unique avec le parti politique mais non avec les organisations syndicales, du 10^e approuvant celle du 10^e (action commune avec la C.G.T.S.R.) sont mises aux voix :

Motion Saint-Denis : 4 voix.

Motion du 10^e : 14 voix.

Motion Duchamp : 5 voix.

Abstention : 1.

PRUDHOMMEUX explique son abstention au nom de la Fédération du Gard.

En conséquence, le Congrès adopte la résolution du groupe du 10^e qui demande le front unique loyal avec toutes les organisations syndicales et avec les organisations de gauche pour combattre l'avènement du fascisme, en gardant notre entière autonomie dans cette lutte.

La séance est levée à 20 h. 30 et la suite des débats renvoyée au lendemain matin 8 heures.

LA TROISIÈME JOURNÉE

(DIMANCHE 16 JUILLET 1933)

Quatre questions restent à l'ordre du jour de cette dernière journée de Congrès. Ce sont la question de l'unité ouvrière, la lutte contre la guerre, la lutte antireligieuse, le Bureau de l'U. A. et de l'administration du *Libertaire*.

La présidence est à GUYARD (19^e).

Le Congrès décide aussitôt de demander à chacun des délégués de limiter le plus possible ses interventions.

L'UNITÉ SYNDICALE

FRÉMONT, rapporteur, regrette que le Congrès soit pressé par le temps. Pourquoi sommes-nous partisans de l'unité syndicale ? Parce qu'elle est une nécessité. Personne n'ose se prononcer contre elle. Malheureusement, bien que peu font des efforts pour la réaliser. Pourtant, les échecs subis par la classe ouvrière dans le Nord et chez Citroën devraient ouvrir les yeux de tous.

De quelle façon devons-nous l'envisager ? Il y a trois centrales syndicales, la C. G. T., reformiste, la C. G. T. U., annexe du parti communiste, la C.G.T.S.R. qui a un programme antistatiste.

De toute nécessité, il faut reprendre pour base la charte d'Amiens et mettre en dehors des syndicats les discussions pontiques. Mais Frémont dit nettement qu'à son avis, l'unité syndicale se réalisera au sein de la C. G. T. Non par sympathie pour Jouhaux, dont la politique a été continuellement combattue par le *Libertaire*, mais parce que plus nombreuse, la C.G.T. doit, en cas de fusion avoir une influence plus considérable sur les décisions à prendre. FRÉMONT constate à ce propos que la C. G. T. S. R. fait double emploi avec l'U. A. et que des militants de la C. G. T. S. R. n'ont pas hésité à l'écrire. L'U. A. est-elle de trop ? Sans s'arrêter davantage à un conflit aussi regrettable, Frémont propose au Congrès de reprendre la motion de Toulouse qui laisse à chacun la faculté d'entrer dans la centrale syndicale à son choix, en lui demandant d'y être un défenseur de l'unité ouvrière. En votant cette motion, le Congrès de l'U. A. C. R. prouvera qu'il n'y a dans son attitude aucune intransigence de principe à l'égard de la C. G. T. S. R., et affirmera son espoir de voir cesser une campagne de calomnies injustifiées.

DUCHAMP lit le point de vue du groupe du 10^e qui n'est pas d'accord avec la motion de Toulouse. Il dit que le devoir des anarchistes est de travailler en collaboration avec la C. G. T. S. R. qui adhère à l'A. I. T. dont le nombre des adhérents est considérable en Espagne et en Amérique du Sud notamment. Il voit dans cette collaboration un moyen d'augmenter le nombre des abonnés du *Libertaire*. Continuer à entrer dans les trois centrales syndicales, c'est affaiblir le mouvement. On n'arrivera pas plus à détrôner les chefs qu'à changer la mentalité des fonctionnaires. Il faut tenir compte de la situation présente, préparer au plus tôt les forces anarchistes, les grouper, fixer des mots d'ordre précis pour permettre aux anarchistes de passer à l'action.

RINGEAS (Jeunesses) s'élève contre le fait qu'il y a aujourd'hui trois centrales. Il doit y en avoir une seule groupant tous les ouvriers sans distinction de tendances politiques.

R. Lantier lit la lettre du GROUPE DE LILLE qui déclare que le Congrès ne peut discuter sur ce point qu'à titre d'information.

GUYARD donne le point de vue de son groupe : maintien du statu quo et approuve l'unité syndicale.

Lashortes apporte le point de vue du GROUPE DE COURMAYEUR. L'adhésion à la C. G. T. S. R. nous couperait des masses. Des événements trop graves nous menacent pour qu'une question de tactique nous divise. Le groupe est donc d'avis que chacun adhère à la centrale de son choix mais y travaille suivant nos conceptions anarchistes.

LASHORTES ajoute ensuite quelques mots aux arguments de Frémont : Il va falloir prendre position plus carrément. Il revient sur la division des anarchistes entre la C. G. T. S. R. et l'U. A. et regrette les attaques de la première contre le Lib. qui n'a jamais eu une attitude semblable. Nous ne refusons de collaborer avec aucune centrale syndicale. Notre concours est acquis toutes les fois qu'un travail est entrepris où nous pouvons œuvrer. Mais il ne suffit pas de lancer un mot d'ordre. Il faut qu'il soit appliqué. La section allemande de l'A. I. T. n'a pas tenu une seconde devant Hitler.

Le présent Congrès ne marquera pas un progrès sensible, mais un jour viendra où un Congrès anarchiste sera plus précis. Il faudra qu'un jour ou l'autre, les anarchistes entrent à la C. G. T. Non pour suivre les chefs réformistes, ni pour la noyauter, mais pour mener l'action sans perdre de vue que nous sommes d'abord anarchistes. Mais l'heure n'est pas venue de présenter une motion en ce sens, c'est pourquoi nous proposons de renouveler la décision de Toulouse. De nombreux copains sont obligés aujourd'hui d'adhérer à un syndicat où ils n'ont aucune affinité. Mais ils y présentent leur point de vue révolutionnaire et anarchiste. Lashortes termine en demandant au Congrès de ne pas se diviser sur ce point.

MUADELS dit que contrairement à ce qu'affirment les militants de la C. G. T. S. R., il voit une différence notable entre l'anarchie et le syndicalisme.

LAUZILLE montre par l'exemple d'une campagne corporative que, grâce à l'adhésion à la C. G. T. S. R. les anarchistes peuvent faire entendre leur point de vue dans les meetings.

GUYARD qui présidé lit une lettre de nos camarades espagnols qui disent que les

anarchistes ne peuvent lutter que dans la C. G. T. S. R. et non dans les centrales syndicales sous l'influence des partis politiques.

Carpentier apporte l'opinion du GROUPE DE DRANCY qui est partisan de la motion de Toulouse, mais manifeste sa sympathie pour la C. G. T. S. R. Il note personnellement que nos camarades espagnols se proposeraient de combattre dans la C. G. T. S. R. certains militants.

Après intervention de MÉHALLIER (Saint-Etienne), DUCHAMP (10^e), SCHECK, FRÉMONT reprend la motion de Toulouse. LAUZILLE (5^e) présente sous forme de motion le point de vue de Drancy. De sorte que 3 motions sont en présence 5^e (statu quo et sympathie à la C. G. T. S. R.) : 3 voix ; 10^e (rentrée à la C. G. T. S. R.) : 1 voix ; statu quo (motion de Toulouse) qui est adoptée. Il y a 3 abstentions. Au cours de la discussion finale, Lashortes avait déclaré que nous n'avons pas à affirmer notre sympathie pour telle ou telle centrale, et en particulier pour des camarades qui sont anarchistes et respectent nos doctrines.

DUCHAMP présente alors la seconde partie de sa motion au sujet de la tribune syndicale du *Libertaire*. Après explications de Frémont, Lauzille, Lashortes, cette motion est repoussée par le Congrès. En conséquence, le Congrès décide qu'il n'y a pas lieu d'insérer quoique ce soit en tête de la tribune syndicale du Lib.

Une motion à l'adresse des Espagnols rallie ensuite l'unanimité du Congrès :

« Le Congrès de l'U. A. C. R., réuni à Orléans, envoie son salut fraternel à nos camarades espagnols de la F. A. I. et de l'A. I. T. qui luttent dans des conditions difficiles à l'avant-garde du mouvement ouvrier en Espagne. »

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

LASHORTES, rapporteur, pose rapidement les principaux points de son rapport : les menaces de guerre sont de plus en plus nombreuses depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir ; à ces menaces répondent dans les pays capitalistes un redoublement de chauvinisme et l'idée d'une lutte des démocraties contre l'hitlérisme. Cette dernière formule fait son chemin dans la classe ouvrière. De nombreux ouvriers, intoxiqués par la grande presse acceptent cette idée que Hitler est l'ennemi plus qu'un bourgeois français. Les anarchistes doivent s'appliquer à dissiper cette nouvelle mystique, à dénoncer le danger de cette propagande dans certains partis de gauche. La guerre a pour cause essentielle les démentels entre les impérialismes rivaux. Il ne faut pas se laisser prendre non plus à l'autre formule : lutte des pays capitalistes contre l'U.R.S.S., puisqu'il y a désormais entente. L'U.A. tient à lancer des mots d'ordre d'action concrète contre la guerre. L'objection de conscience, qui crée un courant d'idées favorable à la résistance à la guerre, est toutefois par elle-même inefficace. La méthode bolcheviste : « Armer le peuple » est très dangereuse. Nous opposons à ces formules celle de résistance immédiate et préalable, de manière à demeurer hors des atteintes des militaires. Nous préconisons la grève générale insurrectionnelle. La classe ouvrière qui accepterait la mobilisation esquivait une défaite.

Il faut nous attacher à répandre notre mot d'ordre mieux que la C.G.T. d'avant-guerre. Il n'a pas fait faillite, comme disent les bolchevistes. Il n'a en réalité jamais été appliqué en France. Lashortes cherche alors les causes de la faillite du syndicalisme en 1914 : c'est que la C.G.T. s'est trop tenue à une action sentimentale. Or, les attitudes sentimentales sont susceptibles de renversement immédiat. Travaillons donc à répandre nos mots d'ordre en évitant la propagande sentimentale.

LAUZILLE lit la lettre de la fédération espagnole qui est d'accord sur ce point avec l'exposé de Lashortes, qui préconise aussi le sabotage, et qui déclare en attendant que la lutte contre les marchands de canons et l'objection de conscience sont d'excellents moyens de propagande.

DUCHAMP revient longuement sur les événements de 1914 à 1918 et il insiste sur la nécessité d'éclairer les jeunes.

FRÉMONT dit que la lutte contre la guerre doit se situer sur le terrain de classe. Il note que le militarisme ne disparaît que lorsque le capitalisme qui l'engendre disparaît. La classe ouvrière seule est capable d'empêcher la guerre. Mais il faut, pour que la grève générale insurrectionnelle soit un succès, une classe ouvrière unie dans le syndicalisme. Frémont insiste sur les méthodes à employer dès à présent et au cas où la guerre éclaterait quand même.

Cathelot, au nom du GROUPE DE CROIX, demande que l'U.A. adhère au Bureau international antimilitariste.

MUADELS déclare qu'il faut s'occuper de la lutte préalable. La guerre se prépare indubitablement. Il estime qu'il ne faut pas négliger une campagne comme celle de la Patrie Humaine.

LASHORTES précise que les anarchistes doivent se tenir au courant de la situation et mettre en garde les ouvriers contre la grande presse. La lutte contre la guerre est encore un terrain où nous pouvons nous unir avec d'autres organisations. Mais un travail sentimental ne suffit pas.

Finalement, le Congrès adopte le rapport du camarade Lashortes contre 2 voix à la motion des groupes du 5^e et du 13^e et une abstention.

Voir la suite en 4^e page

L'abonnement est le plus sûr moyen d'existence de votre journal

ABONNEZ-VOUS AU LIBERTAIRE

Le Congrès de l'U.A.C.R. à Orléans

(suite)

LA LUTTE ANTIRELIGIEUSE

COLIN (groupe d'Orléans) lit son rapport dans lequel il demande qu'on reprenne à l'U.A. une activité antireligieuse qui a été abandonnée partout ailleurs où elle a soulevé de la trépidation à des policiers, il demande que le *Libertaire* publie une chronique dans ce sens, et que l'on diffuse le *Flambeau* publié par le groupe de Brest.

LASHORTES indique que la question ne se pose plus comme avant 1914 et qu'il y a lieu de l'étudier attentivement, de suivre l'activité antireligieuse de la libre-pensée prolétarienne, filiale du parti communiste, et, de toute manière, mettre la classe ouvrière en garde contre le renouveau de la propagande religieuse dans la bourgeoisie. La lutte antireligieuse est, elle aussi, une lutte anticapitaliste.

SHECK appuie ces déclarations, ainsi que FRÉMONT qui note que l'idée de Dieu a beaucoup perdu de sa puissance. C'est contre la volonté de domination de l'Eglise qu'il faut lutter. Les militants de l'U.A. peuvent aller dans les organisations de libre-pensée et y apporter leur point de vue anarchiste.

LASHORTES montre que l'action antireligieuse dans les loges maçonniques est annihilée par les convents où prédomine l'influence de quelques grands bourgeois. C'est ainsi que certains ont voté il y a dix ans la rentrée des Congrès.

FRÉMONT pense que le Congrès n'a pas à décider dans quelle organisation les anarchistes doivent lutter contre la religion.

La discussion est close par le vote du rapport de Colin dont les termes sont approuvés par 20 voix contre 2 voix et 2 abstentions.

ÉLECTION DE LA C. A.

SHECK donne connaissance de la C.A. élue à Toulouse. Au nom de l'ancienne C.A., il donne la liste des noms proposés au vote du Congrès. Après observations de LAUZILLE (13^e) et de RINGEAS (Jeunes), le nom d'un camarade du groupe du 13^e est remplacé par celui de Langlois (Jeunes).

SHECK fait remarquer que la nouvelle liste comprend 15 noms pour que le travail soit plus efficace et qu'il y ait une liaison meilleure avec les groupes de province.

R. LANTIER demande que le Congrès confirme que les membres du bureau de la Fédération parisienne assistent aux réunions de la C.A.

DUCHAMP demande que le nom des camarades présents à chaque C.A. soit publié avec l'indication des membres excusés. En cas de démission ou d'absences non motivées, le Congrès doit prévoir le renouvellement.

SHECK rappelle qu'à Toulouse il a été décidé que les membres de la C.A. devaient adresser un compte rendu aux groupes.

CATHELOT demande à Duchamp s'il veut entrer à la C.A. comme correspondant du groupe d'Orléans. DUCHAMP accepte sous réserve de l'approbation de son groupe.

LAUZILLE explique qu'il votera contre la C.A. proposée.

Le Congrès accepte les noms proposés moins 3 voix et une abstention.

ÉLECTION DU COMITÉ DE RÉDACTION

Au nom de l'ancienne C.A. SHECK donne la liste du Comité de rédaction du *Libertaire* et indique que ses membres ont accepté d'être proposés de nouveau.

RINGEAS demande qu'un jeune fasse partie du nouveau Comité de rédaction.

DUCHAMP est d'accord sur ce point. Néanmoins, comme LAUZILLE, il votera contre le C.R. proposé.

Après mise aux voix, le nouveau Comité de rédaction est élu moins 4 voix et une abstention.

La GESTION du LIBERTAIRE

FRÉMONT rend compte de la situation financière du *Libertaire*. Elle s'est aggravée depuis Toulouse. Les tentatives de réaliser des économies ont causé parfois un retard dans la parution qui a été très préjudiciable au journal. Les recettes ont beaucoup baissé. Cependant, eu égard à la baisse de recettes ailleurs, celle du *Libertaire* apparaît encore assez limitée.

Néanmoins, il faut assurer l'existence du *Libertaire*. Tous les moyens préconisés ne peuvent avoir d'effet qu'à très longue échéance. Seules paraissent sûres les souscriptions. Les lettres reçues montrent que la crise est cause de leur diminution. De nombreux abonnés sont en retard. Pour la même raison, il n'est pas possible de faire pression sur eux. Il faut pourtant tenir le coup en attendant. Chaque semaine, le déficit est important et il faut arriver à le combler. Les camarades qui travaillent doivent avoir à cœur d'imiter l'exemple des groupes d'amis du *Libertaire*, créer de nouveaux groupes, surveiller la vente, chercher des abonnés, recevoir des souscriptions. Un petit nombre d'amis dévoués peut arriver à faire vivre le *Libertaire*. Plus le nombre des amis du *Libertaire* sera élevé, moins l'effort de chacun sera grand.

DUCHAMP donne lecture de plusieurs lettres de province. Il pose quelques questions à SHECK et à FRÉMONT avant d'exposer le point de vue du groupe du 10^e. Il voudrait voir un contrôle efficace et permanent de la trésorerie du *Libertaire* par quelqu'un du métier. Il souhaite par mesure d'économie que le *Libertaire* soit imprimé en province et il chiffre l'économie qui selon lui en résulterait.

LAUZILLE dit que les groupes du 5^e et du 13^e sont d'accord avec celui du 10^e pour les mesures propres à réduire les frais d'administration.

FRÉMONT donne de nouvelles précisions sur la gestion financière du *Libertaire* et montre qu'on ne peut réduire les frais dans la proportion indiquée par Duchamp. FRÉ-

mont s'est renseigné auprès du groupe de Saint-Etienne sur l'économie qui pourrait être réalisée en faisant imprimer le *Libertaire* en province. Cette économie serait, dans les conditions actuelles (tirage et format), de 170 francs par semaine. Le groupe de Saint-Etienne a pensé que dans ces conditions il n'était pas nécessaire d'envisager plus longtemps cette mesure. D'un autre côté, FRÉMONT signale quels inconvénients résulteraient pour la rédaction d'un tel transfert. Un décalage d'au moins huit jours avec l'actualité ouvrière en serait la conséquence.

PRUDHOMMEUX estime que ces inconvénients sont de peu d'importance, que des économies pourraient être réalisées en demandant l'aide de copains chômeurs, et qu'il vaudrait mieux que les articles paraissent plus tard mais que le journal sorte chaque semaine.

DUCHAMP reprend ses propositions : suppression de l'administrateur qui serait remplacé par une gérance de la librairie.

Le GROUPE DE LILLE voudrait qu'on discute moins et qu'on travaille davantage.

Après une discussion à laquelle prennent part SHECK, Darnet, André, Guyard, Ringlas, le Congrès accepte sur la proposition du groupe de Lille que la librairie du *Libertaire* continue à donner des facilités de paiement aux groupes qui ouvrent une librairie volante.

FRÉMONT déclare que l'administrateur du *Libertaire* n'a pas seulement un besoin de commercer à assumer, ce qui suffirait à justifier son maintien.

Il reprend un moyen préconisé par Bastien au sujet de la Voix de province que le groupe de Saint-Etienne trouve insuffisante dans sa forme actuelle : que deux colonnes soient réservées alternativement à différentes fédérations. Mais il craint que ces deux colonnes soient difficilement remplies en ce qui concerne certaines fédérations.

Il ajoute qu'il faut partir avec l'idée que le Congrès d'Orléans n'est pas une fin, mais un commencement, et avec la volonté d'agir, de travailler à la diffusion du *Libertaire*, à l'organisation de tournées de propagande. Il pense que d'ici septembre on peut préparer utilement ce travail.

La gestion financière du *Libertaire* est approuvée par le Congrès moins 3 voix et une abstention.

NOMINATION

D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

FRÉMONT a indiqué qu'il n'accepterait pas le renouvellement de son mandat. Il a pensé, d'accord avec les groupes de Montreuil, de Saint-Denis, de Meaux, des Jeunes, au camarade SHECK.

LASHORTES pense que SHECK s'inspirera des suggestions dans son travail d'administrateur.

*SHECK est nommé administrateur moins 3 voix et 4 abstentions.

QUESTIONS DIVERSES

Au nom du GROUPE DE DRANCY, Carpentier demande au Congrès d'accepter la rentrée dans l'U.A. du groupe de Livry-Gargan et de la Fédération du Languedoc. Accepté.

Au nom du GROUPE DE BREST, SHECK demande que le Congrès mandate la C.A. pour envoyer une lettre à toutes les organisations anarchistes en dehors de l'U.A. pour qu'elles y entrent. Adopté.

LASHORTES pose une motion d'union. Il se félicite que les travaux du Congrès se soient poursuivis d'une manière féconde et que des motions précises en soient sorties. Sa motion est adoptée.

Avant la clôture, MÉALLIER, au nom du groupe de Saint-Etienne, propose que les sommes recueillies par la caisse d'avant-congrès soient versées au *Libertaire*. Auparavant, le groupe d'Orléans est autorisé à régler les frais qu'il a engagés, à rembourser au délégué du groupe de Nîmes la somme avancée par ce groupe.

Sur la demande FRÉMONT la C.A. et le C.R. sont mandatés pour la rédaction d'un manifeste qui sera diffusé dans les groupes et en dehors de l'U.A.

La dernière séance est levée à 14 heures. (Nous publierons les motions votées dans notre prochain numéro.)

La Vie de l'U.A.C.

La prochaine C. A. est fixée au 7 août, à 21 heures, au Libertaire.

Ordre du jour : suite de la discussion sur le manifeste, l'organisation et le Libertaire. Présence indispensable de tous les membres.

FEDERATION PARISIENNE. — Réunion du C. I. samedi prochain 29, à 21 heures. Présence nécessaire de tous les délégués.

Groupe des LILAS. — Tous les camarades des Lilas et des environs sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le mercredi 2 août, salle Maillot, 82, avenue Pasteur aux Lilas. Causerie sera faite par un copain.

Groupe de Bezons. — Le groupe se réunira le samedi 29 juillet, à 20 h. 30, local du Groupe, cour Génin, Grande-Rue, Carrière.

Nous demandons à tous les adhérents d'être présents. Allons, Camarades, un petit effort !!! Discussions sur le Congrès d'Orléans et décisions à prendre.

Le camarade Henri est convoqué spécialement.

Tous les amis du « Libertaire » et les sympathisants seront les bienvenus.

Brousselle.

Jeunesse Anarchiste. — Réunion mardi 1^{er} août à 20 heures 1/2, au « Libertaire ».

Ordre du jour : 1^{er} La propagande ; 2^e La participation de la jeunesse anarchiste à la phalange de soutien ;

Le Congrès de la Fédération Parisienne

(Suite et fin.)

QUATRIEME JOURNEE (24 juin 1933)

Avant de passer à l'ordre du jour, on liquide un incident soulevé après la dernière réunion (lecture d'une lettre du groupe de Saint-Denis, d'une lettre de camarades espagnols) et LASHORTES répond à Gravaireau qui a demandé des précisions sur le front antifasciste.

FRÉMONT est le rapporteur de l'importante question de l'unité syndicale. Après avoir fait appel à la raison et indiqué qu'il faut se délier du sentiment, il montre la division ouvrière qui s'est accentuée au fur et à mesure de l'emprise des partis politiques sur les syndicats. Ce qui prouve combien cette division est une faute grave, dit-il, c'est que la personne aujourd'hui ne veut en accepter la responsabilité, et que tout le monde dit que l'unité syndicale est souhaitable mais ne peut se réaliser. Les effets néfastes de cette division sont visibles en France (grèves du Nord, grève Citroën), aussi bien qu'en Allemagne (arrivée au pouvoir d'Hitler).

Le prolétariat ne sera victorieux que s'il forme un bloc en face des patrons. Quand on est partisan de l'unité, on doit écarter toute question susceptible de diviser. La question qui se pose est celle du rapport des forces. FRÉMONT rappelle que les Congrès de Paris et de Toulouse ont laissé les membres de l'U.A. libres d'adhérer à la centrale de leur choix, et leur demandant de travailler à l'unité ouvrière. Mais il montre le danger de se disperser de nouveau. Il faut aller là où les ouvriers organisés sont les plus nombreux. Or la C. G. T. U. groupe 100.000 adhérents, la C. G. T. 850.000 et la C. G. T. J. R. 1.000 environ. Donc, si l'unité syndicale se réalise demain et qu'on décide de la tactique à suivre, l'influence de la C. G. T. sera prépondérante. L'Union anarchiste s'est affaiblie parce qu'elle a perdu son influence sur l'action syndicale. Elle ne pourra se développer que si elle met en œuvre des méthodes d'action profitables à la classe ouvrière. Or, le syndicalisme de secte a fait faillite. Il ne faut donc pas se prononcer pour telle ou telle centrale syndicale, mais pour ou contre l'unité syndicale. Cette volonté d'unité doit être celle de tous les membres de l'U. A.

Un camarade espagnol est d'avis qu'il vaut mieux appartenir à un syndicat ayant une tendance anarchiste. Il donne l'exemple de l'Espace où dans certaines villes, la C. N. T. a été suivie par tous les travailleurs, mine, communistes et socialistes. Mais les centrales syndicales sont dirigées par des camarades organisés, qui brisent le mouvement ouvrier et légalisent toutes les décisions de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Il ne faut pas perdre de temps avec les dirigeants socialistes ou autres.

Gravaireau, au nom du groupe du 10^e se demande comment pourra se réaliser l'unité au sein de la C. G. T. socialiste ou de la C. G. T. U. communiste. Il cite l'exemple des trade-unions, de Vandervelde et des syndicats chrétiens et des syndicats allemands. Gravaireau dit que la mentalité actuelle de la classe ouvrière est due à l'ingratitude des partis politiques dans les syndicats. Les militants sincères sont dégoûtés. Il faut que les révolutionnaires donnent une conscience de classe aux ouvriers. Il développe cette idée qu'il faut établir un rapport entre la mentalité actuelle de la classe ouvrière et les conditions dans lesquelles elle vit. Vous avez été trompés dans de telles conditions, venez avec nous. Gravaireau déclare qu'il y a à Paris une centrale syndicale ayant un programme net et précis où il faut attirer les ouvriers dégoûtés.

Ringas, des Jeunes, s'élève contre toute idée d'une nouvelle scission et contre la proposition d'inviter les camarades de l' A. à rentrer à la C. G. T. S. R.

LaUZILLE pose la question : Comment faire l'unité ? Il montre à la vieille C. G. T. les principes de la Chartre d'Amiens balayés (fonctionnaires syndicaux réligibles, adhérents parmi les policiers, et il lit des listes de souscriptions). La Fédération des fonctionnaires adhère à Amsterdam et il se peut qu'un soit élu. Jouhaux est presque ministre du travail.

A la C. G. T. U. règne l'esprit sectaire. Les trotskystes sont vidés. La 3^e C. G. T. syndicaliste révolutionnaire a repris la charte d'Amiens et respecte les principes fédératifs et syndicalistes. Louz rappelle le travail particulier des anarchistes dans le mouvement syndical. S'il y avait 2 ou 3.000 adhérents à la C. G. T. S. R., du bon travail serait possible.

Duchamp, nouveau venu, dit-il, au mouvement anarchiste, se réfère aux brochures vendues à la librairie du « Libertaire », et cite Bakounine. Il s'élève contre les décisions de Paris et de Toulouse de laisser les membres de l'U. A. entrer dans la centrale de leur choix, car il craint un piège dans l'entrée à la C.G.T. Puis il critique le Comité de rédaction du « Libertaire ».

Le camarade espagnol reprend la parole pour déclarer que la C. N. T. même au communisme libertaire par l'action directe. A la C. G. T. U. défend des intérêts économiques dans le cadre légal, d'où impossibilité de l'action directe.

SHECK dit que s'il y a des policiers à la C. G. T., c'est à cause de la division ouvrière. La Chartre d'Amiens permet seule l'unité. Il reproche à la C. G. T. S. R. d'avoir un programme politique et d'empêcher ainsi son propre développement.

Après une courte intervention de Gravaireau, Ribeyron établit la distinction entre le syndicalisme pur et le syndicalisme politique.

Le premier a pour tâche de lutter contre le patronat. Le second a pour but d'entraîner les masses dans une voie déterminée, bolcheviste, socialiste ou anarchiste. Cette conception est due aux bolchevistes. Avant guerre, il y avait pas de distinction de ce genre, parce que la vieille C. G. T. limitait son action au terrain économique.

Le parti communiste a créé des minorités syndicales pour boycotter cette action. Puis, suite, chaque parti a voulu avoir sa centrale et explique la scission de tous. La C. G. T. est aujourd'hui officiellement socialiste. La C. G. T. U. officiellement communiste. Enfin la C. G. T. S. R. de tendance libertaire a un programme anti-étatique qui fera reculer de nombreux possédés.

La C. G. T. a conservé une certaine démocratie syndicale qui permet de lutter contre ses dirigeants. D'où la possibilité de créer une opposition révolutionnaire qui fera évoluer l'ensemble. C'est là que nous pouvons renforcer notre influence anarchiste, en dehors de toute politique.

Un camarade du 13^e déclare que les errassiers confédérés voudraient devenir autonome ou unitaires. Il se déclare d'accord avec le groupe du 13^e pour entrer à la C. G. T. S. R.

C'est le Congrès d'Orléans qui décidera de l'attitude à adopter. Avant de lever la séance, sur une question posée, FRÉMONT indique que les rapports sur la situation matérielle du « Libertaire » ne sont pas tirés mais que les groupes les recevront incessamment.

LASHORTES répond à Duchaux qui a mis en cause le comité de rédaction. Il montre d'il y a deux syndicalismes : un syndicalisme sectaire dans lequel on dit : pensez comme nous ; un syndicalisme indépendant où tous les ouvriers luttant contre le patronat peuvent entrer. Puis LASHORTES tire la leçon du mouvement de la C. N. T. espagnole et la séance est levée à 23 h. 45.

Prémises à la Révolution

(Suite de la première page)

Or la faillite est un moyen, car si elle écrase les sujets elle dégage le capitalisme de ses dettes. En refusant de fixer leur monnaie les Etats-Unis ont ainsi manifesté leur intention de n'être point solidaires de l'Europe et sortir des vieux sentiers de l'économie ; ils veulent innover (!)

La Conférence de Londres a mis en évidence trois blocs économiques : L'américain qui entend mener librement son expérience.

L'anglais qui entend faire varier sa monnaie pour l'adapter aux prix des matières premières afin de faire échec au commerce américain et trouver des débouchés.

Le troisième bloc est celui dont la monnaie est fixée — jusques à quand — et qui comprend l'Italie, la France, etc.

L'important pour le gouvernement des Etats-Unis consistait à faire échouer la Conférence afin d'avoir les mains libres pour essayer de réduire ses difficultés intérieures.

Le président Roosevelt a donc pris des mesures qu'il imagine opérantes ; il a élaboré une charte qui est une sorte de contrat entre tous les industriels et patrons d'une part et le président d'autre part. Elle stipule que pendant la période de la mise en vigueur du plan d'urgence élaboré par le président, c'est-à-dire du 1^{er} août au 31 décembre 1933, les industriels et les patrons s'engagent, à partir du 31 août prochain, à ne pas employer de personnes ayant moins de seize ans.

Les employés de toutes catégories dans toutes les branches de l'activité économique et sociale ne travailleront pas plus de quarante heures par semaine.

Les industriels et patrons s'engagent, en outre, à ne pas employer d'ouvriers d'usines ou d'artisans plus de 35 heures par semaine jusqu'au 31 décembre. Les ouvriers cependant ont le droit à un travail maximum de 40 heures par semaine pendant six semaines, au choix, au cours de la période indiquée. En aucune circonstance les ouvriers ne devront travailler plus de huit heures par jour.

Pour les employés, les salaires minima seront de 12 à 15 dollars par semaine, suivant l'importance des villes. Les ouvriers seront payés au minimum 14 dollars par semaine.

On espère augmenter le nombre des acheteurs en diminuant le nombre des sans-travail. Le Gouvernement va obliger les entreprises : 1^o à employer un plus grand nombre d'ouvriers pour faire un même travail ; 2^o à majorer le salaire de ces ouvriers (1...); 3^o à ne pas majorer néanmoins les prix de vente : ceux-ci ne devront pas être supérieurs à ceux du 1^{er} juillet.

Le résultat escompté est celui-ci : donner un coup de fouet au commerce et à l'industrie pour que les affaires reprennent. Dans le cas où les industriels se soumettraient de bon gré à ce plan — ce qui n'est pas sûr — l'on va augmenter les stocks. Il est question d'un salaire minimum de 14 dollars à 18 dollars par semaine, soit 252 fr. ; or, n'oublions pas que les stocks existants datent d'une époque où le salaire moyen de l'ouvrier était de 35 dollars à 25 francs soit 875 francs, et ne suffisait à racheter le produit.

Comment peut-on raisonnablement imaginer qu'un salaire aussi bas, alors que les prix intérieurs ont déjà monté, puisse être le remède à cette crise ? D'autant plus que cette obligation faite aux patrons les orientera vers le perfectionnement de leurs méthodes de travail. Déjà quelques usines fonctionnent sans l'aide de travailleurs manuels. Nul doute que la machine remplacera la main humaine afin de réduire davantage les prix. Pratiquement l'homme est exclu de l'usine ; qui donnera à ce moment la subsistance nécessaire aux millions d'hommes qui tirent leurs ressources du travail lorsque la possibilité de gagner leur vie en travaillant leur sera enlevée ?

C'est une question que ne s'est peut-être pas posée Roosevelt qui n'a vu, en l'occurrence, que l'expansion du commerce américain, grâce à des prix de revient minimes et à une monnaie évoluant au-dessous des monnaies européennes. Mais quel que soit le taux de stabilisation du dollar les ruines semées par sa dévaluation aux Etats-Unis mêmes, la baisse des salaires et l'augmentation fatale du coût de la vie accroîtront à nouveau les difficultés de la trésorerie américaine qui éprouvera des difficultés à faire rentrer ses impôts et à trouver les ressources nécessaires. L'inflation appelle l'inflation. Ceux qui auront été lésés par l'Etat se tourneront vers lui pour solliciter des secours et l'appui dont ils auront été lésés.

Ainsi quand on examine la situation des pays industriels on voit que la crise qui les étreint est liée à deux causes : l'endettement des Etats, qui se doivent réciproquement des milliards et qui sont sous la coupe des trusts, financiers et industriels, ensuite le machinisme au service exclusif des trusts et des banques.

Le dictateur aux prix, le général Johnson, a déjà constaté que : « l'avance des prix de détail a été beaucoup plus rapide que l'avance du pouvoir d'achat du public américain. C'est le signe annonciateur d'une crise comme nous n'en avons encore jamais vue, au cours de la dépression. »

Il faudrait donc trouver des ressources extraordinaires pour que le travailleur puisse racheter la production qui l'écrase, mais où les prendre, l'Etat étant déjà en déficit. On croit que le plan Roosevelt donnera du travail à six millions de chômeurs ; d'autre part, 20 millions de dollars ont été votés pour favoriser le retour de chômeurs à la terre ; autant d'hommes dont la production va peser encore sur les prix et grossir le tas, déjà formidale, des stocks.

Comprendra-t-on qu'au lieu de demander des crédits et des pouvoirs discrétionnaires les chefs d'Etat feraient mieux d'équilibrer ces deux termes : production et consommation, dussent en pâtir les propriétaires qui portent seuls les responsabilités des désordres du monde. Comprendront-ils enfin que l'homme a le droit de vivre en travaillant, que nul n'a le droit de l'affamer en lui refusant du travail. A méconnaître cette évidence les propriétaires sont les meilleurs pionniers de la révolution ; qu'ils s'en défendent s'ils l'osent maintenant qu'ils ont déchaîné des forces qu'ils ne peuvent plus maîtriser.

Bernard ANDRÉ.

Le Congrès du Parti Socialiste

(Suite de la première page)

En vérité, la gauche placée à un carrefour se concerte : et serait particulièrement heureuse que des événements décisifs, la tirent de son hésitation. Renoncer en partie à l'action parlementaire jugée unanimement par les gauches, stérile et désillusionnante, et, la reléguer à l'arrière-plan, se livrer désormais à l'action révolutionnaire, c'est là, on en conviendra, une bien lourde étape. Car, c'est changer sa nature même. Aussi, devant une telle évolution, l'hésitation paraît-elle légitime.

Peut-être même, son hésitation serait-elle moins grande si elle ne subissait l'influence dissolvante de Blum, qui lui reste attaché au soutien dit à « éclipses », permettant la rentrée et la sortie de l'opposition selon les cas.

En tous cas, la grande tentative médiatrice de Blum aurait été couronnée de succès, ainsi que sa proposition de renvoyer au prochain Conseil national le soin de décider de la tactique à suivre, devant le cabinet Daladier, en laissant le soin à ces derniers de déterminer la politique des élus socialistes, par sa propre politique à Genève à la Conférence du désarmement, et par sa conception de l'assainissement financier qui doit être tenté à la rentrée des Chambres, si les droites et les gauches n'étaient convaincus au fond d'eux-mêmes, qu'ils sont devenus parfaitement étrangers les uns aux autres, et que le mieux est de se séparer. Aussi, ce désir unanime facilitera-t-il la scission, à la première occasion suffisamment propice.

**

Trois discours ont marqué la force de ce sentiment. Les droitiers du parti : Marquet, Montagnon et Déat ont développé une thèse qui a soulevé quelques émois. Au point que Blum, répondant à Marquet, a pu s'écrier, sous les applaudissements du Congrès et des tribunes, qu'il avait cru entendre un socialisme national. Cette appréciation semble être partagée par l'ensemble de la presse, si l'on en juge par les commentaires publiés, les uns étonnés, les autres marquant une évidente satisfaction. Et surtout, par les déclarations nettement favorables de la presse fasciste et raciste, à leur tour reproduites par Blum avec un soin qui s'expliquerait difficilement, si on ne percevait l'intention d'isoler les trois rénovateurs, pour qu'au jour de la scission, les troupes restent sous les plis du drapeau S. F. I. O.

Se basant sur le fait que le capitalisme international a fait faillite. De l'échec de toutes les tentatives internationales, tant politiques qu'économiques, pour remédier au chaos inextricable actuel. Que les Etats se reconvoquent en une économie fermée, ou autarcie. Les vrais droitiers affirment la nécessité de se préoccuper plus que jamais de la réalité : Nation. En concluant que le socialisme doit essayer des réalisations dans ce cadre national.

C'est l'invocation aussi au nouveau fétiche magique mis à la mode par M. Cailhau de « l'Etat fort » qui doit faire des miracles dans les deux domaines de l'économie et de la politique. Vous ne voyez pas cet Etat dictateur, disciplinant et coordonnant les forces contradictoires du capitalisme, et sur le plan politique, solutionnerait le problème social, par une pure négation des classes. Et au nom de l'intérêt général sans doute, ne pourrait qu'instaurer une discipline permettant d'exiger un sacrifice de « Tous » pour la santé du Moloch-Etat, s'identifiant tellement avec le capitalisme qu'il ne serait qu'un même organisme.

Mais, Montagnon-Déat et Marquet n'ont pas poussé leurs thèses jusqu'à leurs extrêmes conséquences. Peut-être ne sont-ils eux-mêmes qu'en voie d'évolution ? Aussi, attendons la suite.

Si les trois discours s'apparentent à l'idéologie fasciste, il n'en est pas moins exagéré de crier au fascisme menaçant. D'ailleurs, au lendemain du Congrès, Renaudot qui a dû sentir le danger, s'est efforcé de faire voter par le clivage des parlementaires rebelles, une déclaration qui approuve ses déclarations qui, elles au moins sont très démocratiques et très République française. Elles affirment la volonté des élus présents à cette réunion, d'aider et d'œuvrer pour une politique démocratique et sociale.

Les faits en sont là. La S.F.I.O. traverse une crise, que nous nous ferons un devoir d'examiner à chaque phase nouvelle et à en tirer les nécessaires conclusions.

J. RIBEYRON.

Groupe Artistique

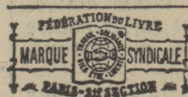
Malgré la saison propice au doux farniente, tous les camarades adhérents au groupe artistique, se retrouvent le mercredi soir de chaque semaine.

Autour du sympathique compositeur Guméry qui dirige la partie concert avec maîtrise et compétence, et de notre brave ami Bicot qui stimule de son tempérament artistique toutes les bonnes volontés, nous sommes heureux de recevoir chaque fois les camarades qui veulent construire une phalange d'artistes indépendants. Notre groupe pousse activement la préparation de futurs programmes. Mais il nous faut de nouveaux collaborateurs.

Que ceux de nos amis chanteurs, musiciens ou comédiens qui veulent œuvrer avec nous, n'hésitent pas à venir nous voir tous les mercredis, au *Libertaire*, à partir de 20 heures.

Le secrétaire : R. LANTIER.

Le Gérant : Lucien CHATELAIN.



Imp. Centrale de la Bourne
117, Rue Réaumur
PARIS